



richard daignault
à ottawa

Carter mettra-t-il le doigt entre Ottawa et Québec?

Que prépare Washington pour le Québec?

Le journal torontois "The Globe and Mail", le plus prestigieux de tous les journaux anglophones du Canada, publiait, samedi, un billet de son correspondant à Washington, Lawrence Martin, qui laisse entendre que Washington interviendrait au cours de la campagne référendaire et que le président Jimmy Carter pourrait bien faire connaître la position de son administration lors d'une visite prochaine dans la capitale canadienne.

Citant un fonctionnaire de Washington qu'il n'identifie pas, Martin rapporte que le service des renseignements concernant le Québec se fait ici, à Ottawa, par des employés de l'ambassade américaine, sans l'aide d'agents spéciaux au Québec.

Il est étonnant de constater, en lisant ce billet que les informateurs non identifiés parlent d'une intervention alors que le seul fonctionnaire identifié nommément "a nié avec emphase" l'affirmation que Washington se mêlerait du référendum québécois.

Lorsque Martin a rappelé son fonctionnaire non identifié ce dernier lui conseilla de tout oublier.

Bizarre.

Dief et Laurier

Le révérend Ralph Cummings, le pasteur baptiste qui prononçait, dimanche, l'éloge de John Diefenbaker, était un ami intime de l'ancien premier ministre conservateur.

Il est plus que probable que Diefenbaker ait eu son gros mot à dire sur la préparation des grandes lignes de ce texte comme, d'ailleurs, il avait prédéterminé à peu près tous les détails de ses obsèques.

Hier, j'ai eu l'occasion de lire en entier l'éloge et on ne peut s'empêcher de sourire en constatant que ce texte ne contient pas un seul mot flatteur pour un seul grand chef conservateur, mais un éloge très élaboré du libéral Sir Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

Diefenbaker avait été délogé de la direction du parti, assez brutalement par Robert Stanfield.

Le vieux chef politique avait la mémoire longue.

Les mêmes travers

C'est curieux comme les hommes politiques ont les mêmes tra-

vers. On rapporte que Diefenbaker avait demandé à un journaliste de l'agence de nouvelle la Presse canadienne de lui montrer les textes qui avaient été préparés pour être publiés après sa mort.

Lorsque j'étais journaliste à la chronique municipale à Montréal, Camilien Houde, le célèbre maire de Montréal, m'avait demandé la même faveur. Il voulait savoir comment les gens réagiraient après sa mort.

Papier précieux

La fabrication de papier pour les bulletins de vote de la prochaine élection fédérale coûtera \$11.780. Rolland Paper Ltée, de Ville Saint-Laurent, en a obtenu le contrat.

Le nerf de la guerre

Une armée, ça mange. Un militaire célèbre a dit qu'une armée marche sur son ventre.

La troupe canadienne en tout cas ne manquera pas de sandwiches. Stacey Brothers Ltd de Mitchell, Ont., en tartinera pour \$264.332 selon un contrat que la société vient de décrocher du fédéral.

Travailler à loin

Une monographie, sur les données du recensement canadien de 1971, qui vient d'être publiée, révèle que 38 pour 100 de la population active travaille dans une municipalité autre que son lieu de résidence.

Pour 35 pour 100 des gens, il faut voyager plus de cinq milles et pour 14 pour 100 plus de 10 milles, pour se rendre à leur travail.

Fonctionnaires efficaces

Commentaire du journaliste John Gray sur l'efficacité de la fonction publique fédérale:

"Laissez-moi vous dire la chose la plus efficace que j'ai vue, en conduisant mon automobile, sur l'avenue Holland à 4h30 de m'imprime quel après-midi de la semaine. Vous ne pouvez plus bouger, si vous êtes un étranger, et que votre automobile est là, par le fait que chaque fonctionnaire a laissé le bureau, fermé la porte et s'est mis en route."

(Réplique au président du Syndicat de la fonction publique, Andy Stewart, qui parlait de l'efficacité de la fonction publique, lors de l'émission télévisée, "Question Period", dimanche dernier.)

Lévesque presse Clark de préciser son option avant le référendum

MONTREAL (d'après PC) — Le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, a invité son homologue fédéral, M. Joe Clark, à déposer une prise de position claire en matière constitutionnelle d'ici le début de la campagne référendaire au Québec.

M. Lévesque a présenté cette demande au premier ministre canadien au cours d'un souper en tête à tête que les deux chefs du gouvernement ont eu dans la métropole, hier.

En participant à ce repas, le premier ministre québécois répondait à une invitation de M. Clark qui désire rencontrer tous les premiers ministres provinciaux d'ici la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres, qui doit avoir lieu au mois de novembre.

M. Clark a indiqué, à sa sortie de ce repas à la chandelle, qu'il avait interrogé le chef souverainiste sur l'échéancier référendaire, même si les deux hommes n'ont pas abordé de plein fouet la question du référendum. Le premier ministre canadien a informé son homologue du Québec qu'il n'entendait pas tenir de conférence fédérale-provinciale au cours de la campagne pré-référendaire, même s'il a exprimé le souhait que le Québec participe à d'éventuelles discussions entre Ottawa et les provinces au cours de cette période.

Rencontre valable

M. Clark a profité de l'occasion pour consulter M. Lévesque sur l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres prévue pour l'automne. Pour le chef du gouvernement canadien, il s'agissait également de "rétablir le contact entre les deux premiers ministres".

D'autres sujets ont également retenu l'attention des deux hommes au cours de leur rencontre qui a été prolongée de 30 minutes. Ainsi M. Lévesque, le président du caucus des premiers ministres canadiens, a fait rapport de la conférence des premiers ministres de Pointe-au-Pic qui a pris fin vendredi dernier. Le gouvernement fédéral n'avait pas été invité à déléguer un observateur comme le voulait une coutume mise de côté depuis quelques années. Les questions économiques et énergétiques ont fait l'objet de discussions, mais M. Clark a refusé d'en dévoiler le contenu. Il a indiqué néanmoins qu'il ne considérait pas comme irréconciliables les prises de position de l'Alberta et de l'Ontario sur la fixation des prix du pétrole lors de la conférence de Pointe-au-Pic.

Rencontrant M. Clark pour la première fois depuis deux ans, le premier ministre Lévesque lui a souligné le besoin d'une prise de position constitutionnelle fédérale "claire" après 16 années de régime libéral, à Ottawa, dont 10 sous l'ancien premier ministre Trudeau. Le chef du gouvernement québécois a ajouté, qu'avec l'approche du référendum, il existerait des pressions croissantes pour que le gouvernement de M. Clark fasse connaître sa politique constitutionnelle.

Le ministre responsable des Relations fédérales-provinciales, M. Bill Jarvis, vient de terminer une consultation de ses homologues provinciaux et il doit présenter un avant-projet de politique constitutionnelle lors du sommet de Jasper. Les premiers ministres fédéral et provinciaux devraient également aborder cette question lors de leur rencontre à l'automne même si l'économie et l'énergie doivent largement monopoliser leur attention au cours de cette conférence.

Autodétermination

M. Lévesque a révélé, au cours d'une brève rencontre avec la presse

après son tête-à-tête avec M. Clark, qu'il avait fait remarquer à ce dernier que sa prise de position contre l'autodétermination du Québec au cours de la dernière campagne électorale ne constituait pas "la trouvaille du siècle" et qu'elle aiderait la cause souverainiste au Québec.

M. Clark a vivement impressionné son homologue québécois par la rapidité avec laquelle il a maîtrisé la langue française. Les deux premiers ministres ont discuté en français pendant une heure et demie, pour ensuite parler en anglais. Ils ont effectué un "survol des problèmes" au cours duquel M. Lévesque a noté "l'attitude de bonne volonté et le désir de faire le meilleur travail possible" du chef conservateur.

Le premier ministre québécois, qui a pris quelques instants pour discuter avec des passants dans l'entrée de l'hôtel où avait lieu la rencontre, a qualifié de cordiaux ses pourparlers avec M. Clark.

Ce dernier retournait à la résidence d'été du lac Harrington en fin de soirée.

Hommes d'affaires

Plus tôt hier, un groupe d'hommes d'affaires québécois prestigieux avaient invité le premier ministre Joe Clark à la prudence dans le processus de vente de sociétés de la Couronne à l'entreprise privée, ainsi que dans le démantèlement de Pétro Canada.

Le premier ministre, accompagné du ministre des Approvisionnements et Services, M. Roch LaSalle, ainsi que du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Robert de Cotret, rencontraient ce groupe de 10 hommes d'affaires québécois dans le cadre d'une tournée de pré-consultation en prévision de la tenue d'un sommet économique national à la mi-décembre.

Cette rencontre visait principalement à recueillir l'avis des milieux d'affaires québécois sur l'opportunité pour le gouvernement fédéral de se

lancer dans une vaste opération de consultation sur les problèmes économiques. On y remarquait la présence de Laurent Beaudoin, président de Bombardier Ltée, Michel Bélanger, président de la banque Provinciale, Camille Dagenais, de la firme SNC, Jacques Francoeur, président d'Unimédia, Alex Hamilton, président de Domtar, Pierre Laurin, directeur de l'École des hautes études commerciales, Pierre Nadeau, président de Pétro-Fina, Patrick Rich, président d'Alcan, Bob Scrivener, président de Northern Telecom ainsi qu'Antoine Turmel, président de Provigo Ltée.

Même si certains hommes d'affaires, tels Michel Bélanger et Jacques Francoeur, ont préféré ne pas formuler de commentaires à leur sortie des deux heures de discussion avec le premier ministre, la majorité des invités ont fait part de leur satisfaction face à cette initiative qui sera suivie d'autres du même genre dans les autres provinces d'ici la fin de septembre.



M. René Lévesque et M. Joe Clark ont eu un entretien de quelques heures, hier, à l'issue d'un dîner à Montréal.

PRETS
1^{re} HYPOTHEQUE
TAUX COMPETITIFS
Tél. le jour 681-6144

VOTRE TOIT COULE?
COMPAREZ NOS PRIX
ESTIMATION GRATUITE
849-5608
AQUILON
CONSTRUCTION INC.
ENTREPRENEUR COUVEREUR

invitation
AUTOMNE
79

Chapeau: petit feutre à voilette

De notre magnifique collection, ce chic tailleur de ville en ultrasuède* lavable. Nouveaux coloris: gris éléphant, antilope royale, sable d'or, chocolat suisse et bien d'autres

Ajoutez à votre charme les fameux parfums naturels Jeanne de Paris* en exclusivité

MERVEILLEUSES COLLECTIONS

Notre garantie de qualité vous est assurée depuis 35 ans

CREATIONS
Jeanne Hardy

*Marque déposée

Mail St-Roch — 461 est. rue Saint-Joseph, Québec — 529-5756
STATIONNEMENT GRATUIT
CARTES CHARGEX • AMERICAN EXPRESS • MASTER CHARGE

Le projet d'une île canadienne dans les Caraïbes rebondit

OTTAWA (PC) — Stimulé par les nouvelles selon lesquelles la petite île de Nevis, dans les Caraïbes (au large de Porto-Rico), aimerait être rattachée au Canada, M. Max Saltzman, ex-député NPD aux Communes et président du Comité pour un Canada indépendant, a fait ressortir son projet d'une expansion territoriale du Canada vers le sud.

Dans une interview qu'il accordait, hier, il a déclaré qu'une île canadienne au soleil permettrait d'atténuer le déficit de la balance touristique et renforcerait l'unité nationale.

L'île de Nevis compte une population de 15.000 âmes. Il y a un peu plus d'une semaine, M. Simeon Daniel, un des dirigeants politiques de l'île avait déclaré que son parti, le Parti de la réforme, essayait d'établir des liens avec une puissance intéressante, citant la possibilité que ce soit le Canada ou les États-Unis.

M. Saltzman fait valoir que les Canadiens se rendent de plus en plus dans les Caraïbes et dans le sud des États-Unis, à la recherche du soleil. Cela, estime-t-il, cause du tort à l'économie canadienne.

Le Canada deviendrait plus attrayant, déclare M. Saltzman, s'il avait un territoire qui réponde à cette soif de soleil chez les Canadiens.

A Ottawa, toutefois, on craint qu'une telle union ne vaille au Canada des accusations de colonialisme.

M. Saltzman n'en croit rien.

Ce ne serait pas, dit-il, plus colonialiste que d'avoir accepté, il y a 30 ans, l'adhésion de Terre-Neuve à la confédération.

La Bible

Celui qui n'aime pas n'a pas connu Dieu, car Dieu est Amour.

I Jean 4^e

FONDATION GIGUERE
AUTOMOBILE

CLINIQUE
OPTOMETRIQUE
DE QUEBEC
735, MAIL ST-ROCH
529-9383

DR YVES BERTRAND, OPTOMETRISTE
DR GHISLAIN DIONNE, OPTOMETRISTE
DR BERNARD SUTTON, OPTOMETRISTE
Examen de la vue / Lentilles cornéennes
Choix de montures

LA CLINIQUE
TARDIF ENR.
595, boul. Charest est
Tél. 529-9721

DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES

Optométristes

- Examen de la vue • Verres de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

Québec et sa banlieue

Cap-Rouge · Sillery · Beauport · Sainte-

Fossambault: consultation retardée d'une semaine

par Raymond GAGNE

FOSSAMBAULT — Les dates d'inscription aux registres de la municipalité de Fossambault-sur-le-Lac aux fins de savoir s'il devra y avoir amendements à apporter au règlement de zonage ont été reportées d'une semaine.

Contrairement à ce qui avait été prévu, les 106 contribuables habilités à décider de ce changement devront se rendre à l'hôtel de ville la semaine prochaine, soit le mardi 28 et le mercredi 29 août, au lieu d'aujourd'hui et de demain mercredi.

Il suffira que 22 contribuables rejettent le principe de l'amendement pour que le conseil de la municipalité se retrouve dans l'obligation soit de recourir à la tenue d'un référendum soit encore de s'abstenir de procéder aux amendements projetés.

Ces amendements permettraient à la compagnie Modabec Inc., dont le président est M. Claude Roy et le secrétaire M. Jean Marchand, de réaliser un complexe domiciliaire de 112 logements sur le terrain de ce qui est convenu d'appeler la plage du lac Saint-Joseph ou la plage Bouchard.

Fossambault-sur-le-Lac acquerrait du même coup la partie de territoire qui jouxte la ligne des eaux sur une profondeur de 60 à 70 pieds et une longueur approximative de 600 pieds.

Des faits nouveaux

Hier après-midi, le ministre des Communications et député de Chauveau, M. Louis O'Neill, rencontrait le propriétaire de la plage Germain, M. P.E. Germain, où l'on retrouve des services de camping et de plage qui font de ce lieu le deuxième en importance au Québec, tant à cause de la capacité

d'accueil que de la fréquentation.

L'avenir de cette plage unique dans la région de Québec est tout aussi menacé que l'est la plage du lac Saint-Joseph, en ce sens qu'au moins trois groupes d'hommes d'affaires ont déjà soumis des propositions d'achat à M. P.E. Germain qui, étant âgé de 71 ans, serait intéressé à se départir de l'emplacement.

Seuls, semble-t-il, des problèmes relatifs aux titres de propriété ont empêché, jusqu'à maintenant, que la plage Germain change de propriétaire.

De toute façon, rien n'est encore sorti de la rencontre d'hier après-midi, alors que le ministre O'Neill a tenté de convaincre le propriétaire actuel de l'importance de la vocation régionale du lieu et de la nécessité que ce centre de plein air demeure accessible à la population du Québec métropolitain.

Pour M. O'Neill, l'avenir de la plage Germain et celui de la plage du lac Saint-Joseph sont étroitement liés. Le ministre a déjà, lors d'une rencontre avec les conseils des villes de Lac-Saint-Joseph et Fossambault-sur-le-Lac qui a eu lieu le 13 août, exprimé l'avis que l'aménagement et la gestion des deux endroits devraient être pris en charge par une commission intermunicipale. M. O'Neill est aussi d'avis que les deux plages devraient demeurer accessibles au public.

M. O'Neill a d'ailleurs, dans cette perspective, assuré les représentants des deux municipalités que le gouvernement dont il est membre accepterait de contribuer financièrement au financement d'une telle commission intermunicipale.

Le maire de ville de Lac-Saint-Joseph, M. J.-Arthur Bédard, rejoint

hier, ne rejette pas la proposition avancée par le ministre O'Neill. L'essentiel, nous a dit M. Bédard, c'est que le lac Saint-Joseph soit sauvé de l'urbanisation.

Le maire de Fossambault-sur-le-Lac, M. Fernand Lucchesi, n'a pu être rejoint, étant retenu hors de sa municipalité par ses affaires.

Unité de pensée

La position du ministre O'Neill relativement au problème que pose le projet de la firme Modabec et l'avenir de la plage Germain semble en tous points conforme à celle qu'a adoptée le ministre des Affaires municipales, Guy Tardif, position d'ailleurs confirmée dans une lettre en date du 31 juillet au maire de ville de Lac-Saint-Joseph, M. J.-Arthur Bédard.

Le ministre Tardif rappelle qu'il appartient aux municipalités concernées d'assurer l'avenir de la

plage Germain. Mais en même temps, il voit dans la création d'un comité intermunicipal le meilleur instrument utilisable, dans les circonstances, pour solutionner le problème de la menace de l'urbanisation du lac Saint-Joseph.

Tout comme M. O'Neill, le ministre Tardif confirme que le gouvernement de Québec se sent le devoir de contribuer financièrement au règlement du problème.

Le 27 juillet 1979, le ministre délégué à l'environnement, Marcel Léger, avait longuement insisté par lettre auprès du maire de Fossambault-sur-le-Lac, M. Fernand Lucchesi, pour que ce dernier "réfléchisse bien et analyse toutes les conséquences possibles" que le projet Modabec et l'urbanisation de la plage de Lac-Saint-Joseph ne manqueraient pas d'apporter à "cette richesse collective qu'est le lac Saint-Joseph".

Pas de délai pour les fermetures d'écoles

par Damien GAGNON

Les revendications des parents n'ont pas amené un changement d'attitude de la part des commissions scolaires de Québec et de Sainte-Foy au sujet du dossier des fermetures d'écoles.

A la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ), 5 écoles primaires n'ouvriront pas leurs portes à la rentrée.

Ainsi, les enfants de Saints-Martyrs seront dirigés à l'école Anne-Hébert, ceux de Saint-Esprit à Saint-Fidèle et Saint-François, ceux de Saint-Charles à Saint-Maurice, ceux de Sainte-Odile et Saint-Malo, deux écoles de deuxième cycle, aux écoles de premier cycle du même nom.

Au cours d'un entretien, le président de la CECQ, M. André Forgues, a déclaré que les travaux de réaménagement des écoles se font dans les délais prévus. On devrait être en mesure de respecter la date de la rentrée scolaire.

Quant au président du comité de parents, M. Jean Barmos, il a affirmé que les parents étaient très déçus de n'avoir pu obtenir un moratoire de deux ans sur la fermeture des écoles. Les parents n'entendent toutefois pas contester la décision de la CECQ en gardant leurs enfants chez eux, en septembre.

On se rappellera que le comité de parents est même intervenu auprès du ministre de l'Éducation, M. Jacques-Yvan Morin. Ce dernier a refusé de s'impliquer dans le dossier, compte tenu que la CECQ, dans sa décision, respectait la politique gouvernementale du maintien de la dernière école de quartier.

Au cours des prochaines semaines, des fonctionnaires du bureau régional du ministère de l'Éducation rencontreront des représentants de la CECQ et du comité de parents dans le but de retablir les relations entre les deux groupes.

Sainte-Foy

La Commission scolaire de Sainte-

Foy a, elle aussi, maintenu sa décision de fermer l'école Marie-Victorin, à Sillery. Les enfants seront dirigés à l'école Saint-Yves, à Sainte-Foy.

Un porte-parole des parents, Mme Jeannette Ferron, dit ne pas comprendre l'attitude de la commission scolaire alors que la population du quartier rajeunit. "En effet, dit-elle, une enquête très sérieuse menée par les parents démontre qu'en septembre 1980, il y aura, dans le quartier, 21 enfants en maternelle, en 1981, 27 et en 1982, 35."

La lutte n'est toutefois pas terminée. Devant le refus de la commission scolaire de revenir sur sa décision, le conseil municipal de Sillery et le comité de parents du quartier ont demandé au ministère de l'Éducation de faire renaitre la Commission scolaire de Sillery. Le ministère de l'Éducation ne s'est pas encore prononcé sur cette demande qui lui a été adressée au début de l'été. Cependant, le conseil municipal et les parents entendent revenir à la charge.

"Ville fleurie"

QUÉBEC — Les villes de Rimouski, Montmagny, Plessisville et Sainte-Foy viennent d'être consacrées "Ville fleurie" par excellence de leurs régions respectives, par le ministère de l'Agriculture du Québec. Dans les mêmes régions, ce sont les municipalités de Saint-Patrice-de-Rivière-du-Loup, Saint-Eugène de L'Islet et Saint-Anges de Beauve qui ont obtenu le titre équivalent, dans la catégorie de 5.000 habitants et moins. Chacun de ces gagnants régionaux a reçu une bourse de \$1.000 et un certificat honorifique témoignant de sa victoire. Au plan provincial, ce sont la ville d'Alma et la municipalité de Saint-Zéphirin-de-Courval, comté de Nicolet-Yamaska, qui ont remporté le premier prix provincial dans les catégories 5.000 et plus et moins de 5.000 habitants. En proclamant ces gagnants, le ministre de l'Agriculture du Québec, M. Jean Garon, a souligné le nombre et la qualité de la participation au premier concours national Villes et villages fleuris du Québec.

dans nos régions

Relations tendues

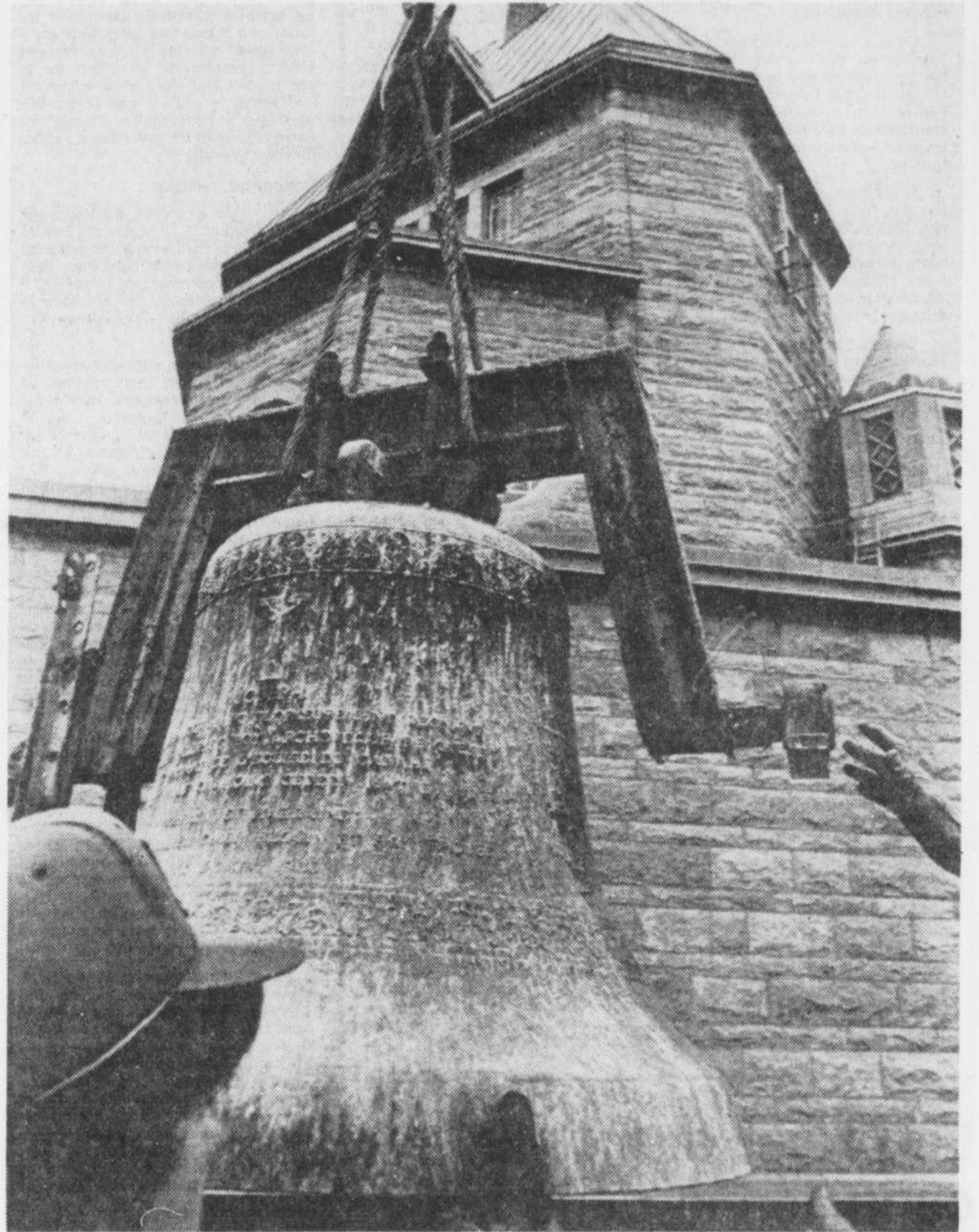
THETFORD MINES — L'annonce du congédiement prochain de deux employés du réseau régional de radiodiffusion Appalaches vient de perturber les relations déjà tendues de travail au sein des six stations affiliées: CKLD à Thetford Mines, CFDA à Victoriaville, CKTL à Plessisville, CKFL à Lac-Mégantic, CJAN à Asbestos et CJLP à Disraeli. Le renvoi d'un journaliste-speakerine à CKLD et d'une secrétaire-réceptionniste à CJAN survient six semaines après que l'Association nationale des employés et techniciens en radiodiffusion (NABET) eut été accréditée par le CRCT pour représenter la cinquantaine d'employés du réseau; les parties patronale et syndicale se préparent à négocier un premier contrat de travail.

Un sujet "brûlant"

SAINT-GERVAIS — Un nouveau conseil municipal, dont six des sept membres viennent d'être désignés lors d'une élection décriée par le ministre des Affaires municipales, reprend toute la discussion concernant un projet d'aqueduc et d'égoûts, à Saint-Gervais de Bellechasse. Il s'agit d'un projet évalué à quelque \$3,7 millions et pour lequel le précédent conseil avait démissionné pour manifester sa déception quant au résultat d'un référendum qui s'était soldé par une majorité de 4 voix contre le projet. Malgré les susceptibilités, le conseil pense à décréter un nouveau référendum pour décider une fois pour toute de la "brûlante" question.

Propositions rejetées

SEPT-ÎLES — Les travailleurs de l'unité locale 5569 des Métallurgistes ont massivement rejeté, vendredi dernier, les propositions soumises par la compagnie minière Iron Ore dans le but de corriger des situations de conflits discutées lors du sommet patronal-syndical du 3 août, à Sept-Îles. Affichant un "optimisme mesuré", le président intérimaire du syndicat, M. Rodrigue Lemieux, a dit attendre une réponse de la compagnie à la suite de ce rejet. "Le syndicat est anxieux d'avoir des réponses acceptables par les travailleurs", a déclaré M. Lemieux.



Les cloches s'en vont

Le clocher de l'église Notre-Dame-de-la-Paix à Québec a été délesté de ses cloches, en fin de semaine. Ces masses de métal qui pèsent 5482 livres prendront le chemin de la paroisse de Bonnyville, au nord d'Edmonton, en Alberta. L'église, qui doit fermer ses portes à la fin d'août, sera mise en vente. La dernière messe sera célébrée dimanche prochain.

ville de
SAINTÉ-FOY

AVIS D'ASSEMBLÉE PUBLIQUE ZONAGE AGRICOLE

Avis est, par les présentes, donné en vertu de l'article 47 de la Loi sur la protection du territoire agricole, qu'une assemblée publique sera tenue le mardi 11 septembre 1979, à 19:30 heures, à la Salle du Conseil de l'Hôtel de Ville de Sainte-Foy, 1000, Route de l'Église, Sainte-Foy, pour entendre les représentations de toute personne intéressée par la délimitation de la zone agricole située dans la Ville de Sainte-Foy.

Les personnes intéressées peuvent, lors de cette assemblée, faire des représentations à la Ville, et en aviser la Commission de protection du territoire agricole du Québec ou lui en transmettre copie.

Fait et donné à Sainte-Foy, ce 16 août 1979.

Le greffier adjoint de la Ville
René Damphousse



VILLE DE
BEAUPORT

appel d'offres

Modification de l'éclairage:
"Terrain de jeux Courville"

"Terrain de jeux Notre-Dame de l'Espérance"

Des soumissions scellées, indiquant clairement leur contenu et adressées au soussigné, seront reçues à douze (12) heures le 6 septembre 1979, au bureau des Soumissions déposées du Québec, 375, Verdun, Québec, G1N 3N8, téléphone 683-2977.

Les plans et devis ainsi que la formule de soumission requise peuvent être obtenus au bureau de l'ingénieur-conseil Jean-Luc Simoneau, 180, rue Père-Giroux, Beauport, G1E 2Z8, téléphone 661-1164. Un dépôt de sécurité tel que décrit dans les documents de la soumission est requis et sera retenu par la ville de Beauport, pour assurer l'exécution du contrat.

Le plus bas soumissionnaire ou tout autre ne sera pas nécessairement accepté.

L'ouverture publique des soumissions se fera le jeudi 6 septembre 1979, à 16 heures, en présence des personnes intéressées, et ce, dans la salle du conseil à l'hôtel de ville de Beauport, 577, avenue Royale, Beauport.
Donné à Beauport, ce 17e jour d'août 1979.

Le Greffier de la Ville
JACQUES SIMONEAU, o.m.a.

APPEL D'OFFRES — DIVISION 2

PROJET:
AGRANDISSEMENT ET RENOVATION
CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD
N° DOSSIER:
LP 75-01

PROPRIÉTAIRE:
CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD,
245, rue Salaberry,
Valleyfield, Qué.
J6T 2J5

ARCHITECTES:
LAFLEUR & PERRON, ARCHITECTES,
19, rue Du Marché,
Valleyfield, Qué.
J6T 1P1

ENTREPRENEUR-GERANT:
JANIN CONSTRUCTION LTEE,
7085, Côte des Neiges,
Montréal, Qué.
H3R 2M1

INGÉNIEURS MECANIQUE:
GENDRON, LEGAULT, MURPHY & ASSOCIÉS, INGÉNIEURS,
276, rue St-Jacques ouest, ch. 725
Montréal, Qué.
H2Y 1N3

Le CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD, propriétaire, demande des soumissions pour GAZ MÉDICAUX. Seules sont autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux, les personnes ayant leur principale place d'affaires dans la Province de Québec. Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau de l'architecte (sur rendez-vous seulement) contre un dépôt de cinquante dollars (\$50.00) non remboursable. Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission égal à 10% du montant de la soumission valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun égal à cinquante pour cent (50%) du montant du contrat. Les soumissions (l'original et 5 copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues au bureau du coordonnateur de la construction, 245, rue Salaberry à Valleyfield, jusqu'à 14:00 heures, heure en vigueur localement.

LE JEUDI 13 SEPTEMBRE 1979

pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Les enveloppes devront porter, en sus de l'adresse, les mots: AGRANDISSEMENT ET RENOVATION CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD — SOUMISSION POUR GAZ MÉDICAUX. Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

Jean-Guy Nadeau
directeur général

APPEL D'OFFRES — DIVISION 2

PROJET:
AGRANDISSEMENT ET RENOVATION
CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD
N° DOSSIER:
LP 75-01

PROPRIÉTAIRE:
CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD,
245, rue Salaberry,
Valleyfield, Qué.
J6T 2J5

ARCHITECTES:
LAFLEUR & PERRON, ARCHITECTES,
19, rue Du Marché,
Valleyfield, Qué.
J6T 1P1

ENTREPRENEUR-GERANT:
JANIN CONSTRUCTION LTEE,
7085, Côte des Neiges,
Montréal, Qué.
H3R 2M1

Le CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD, propriétaire, demande des soumissions pour METAUX OUVRES. Seules sont autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux, les personnes ayant leur principale place d'affaires dans la Province de Québec.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau de l'architecte (sur rendez-vous seulement) contre un dépôt de cinquante dollars (\$50.00) non remboursable.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission égal à 10% du montant de la soumission valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun égal à cinquante pour cent (50%) du montant du contrat. Les soumissions (l'original et 5 copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues au bureau du coordonnateur de la construction, 245, rue Salaberry à Valleyfield, jusqu'à 14:00 heures, heure en vigueur localement. LE JEUDI 6 SEPTEMBRE 1979 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Les enveloppes devront porter, en sus de l'adresse, les mots: AGRANDISSEMENT ET RENOVATION CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD — SOUMISSION POUR METAUX OUVRES. Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

Jean-Guy Nadeau
directeur général

Foy · Charlesbourg · Loretteville · L'Ancienne-Lorette · Lac-Saint-Charles · Lac Beauport · Saint-Émile · Stoneham

A Sainte-Foy

Opposition au projet de développement Les Sources

par Vincent CLICHE

Des citoyens se sont opposés hier soir, lors de la séance du conseil municipal de Sainte-Foy, au projet d'un développement résidentiel, dans le secteur "Les Sources", situé aux confins de la municipalité, sur un territoire touchant la ville de Cap-Rouge.

Le développement de ce secteur oblige Sainte-Foy à passer une entente avec Cap-Rouge concernant la fourniture des services d'aqueduc et d'égout sanitaire et pluvial.

Le conseil de ville de Sainte-Foy a adopté le règlement prévoyant la conclusion de cette entente, mais quelques citoyens ont dénoncé, non seulement la passation de l'entente,

mais l'opportunité de se lancer dans le développement du secteur "Les Sources".

Mme Andrée P-Boucher a accusé le conseil de ville de se précipiter beaucoup plus de l'expansion de Cap-Rouge et du bien-être des promoteurs immobiliers que celui des citoyens de Sainte-Foy.

Ce développement apparaît en effet comme le prolongement normal de la municipalité de Cap-Rouge au niveau des rues de la Rivière et des Jardins dans le secteur Louis-Hébert. Pour Sainte-Foy, il s'agit d'un secteur qui n'est relié à aucun autre déjà développé.

Mme Boucher craint que les autres citoyens de Sainte-Foy doivent payer

la note pour les services qui seront réclamés par les éventuels résidents de ce secteur éloigné.

Elle s'oppose avec d'autant plus de force au projet et à la signature de l'entente avec Cap-Rouge que certains secteurs de la ville déjà développés réclament depuis de nombreuses années des services qu'ils ne peuvent obtenir. Elle a donné comme exemple des citoyens de la Pointe-Sainte-Foy qui réclament depuis 30 ans l'installation d'un service d'égout.

Les conseillers ont tenté de démontrer que le développement du secteur "Les Sources" était la continuation logique du développement dans Sainte-Foy. Ce secteur serait relié au développement éventuel du secteur

Chaudière. Le conseil affirme même qu'il est urgent de conclure une entente avec Cap-Rouge à ce sujet.

L'entente

L'entente entre les deux municipalités n'est pas encore signée. Il reste à la ville de Cap-Rouge d'en accepter la conclusion.

Même si l'entente apparaît avantageuse pour le développement futur de Cap-Rouge, une étude d'ingénieurs-conseils (Les Consultants BPR), a démontré qu'on devra apporter des améliorations importantes au système d'aqueduc.

Et malgré les améliorations projetées, le développement "Les Sources" ne devra pas contenir plus de 100

résidences pour bénéficier d'une protection adéquate en cas d'incendie. A certains endroits du document on mentionne la possibilité d'un développement de 500 maisons dans ce secteur.

Enfin, si Cap-Rouge accepte de signer l'entente, la ville de Sainte-Foy devra aussi s'entendre avec le promoteur "Les Placements Béramla Ltée", concernant sa part à débours dans ces infrastructures.

L'échevin Bureau est accusé de favoritisme

Le conseiller du quartier Laurentien, à Sainte-Foy, M. Jacques Bureau, a été accusé, hier, de chercher à favoriser un citoyen au détriment de plusieurs résidents en proposant un amendement "illégal" au zonage dans un secteur de ce quartier, près du boulevard Hamel.

Cet amendement vise à légaliser l'établissement d'un atelier de réparation et de peinture de véhicules dans une zone strictement résidentielle.

Cet atelier de réparation est situé au 5610, boulevard Hamel, et selon M. Bureau il opère clandestinement depuis plusieurs années. Le conseiller a ajouté que c'était justement pour normaliser cette clandestinité qu'il avait demandé au conseil d'amender le zonage dans ce secteur.

L'amendement a d'ailleurs été adopté sur la recommandation de la Commission d'urbanisme de la ville de Sainte-Foy, dont M. Bureau est le président.

A une question, le conseiller du quartier Laurentien n'a pu dire si l'atelier de réparation opérait avant l'adoption du règlement général de zonage (190) qui régit tout le secteur du quartier Laurentien.

Il a dit qu'il y avait là une situation à régulariser, que cette situation existait

depuis plusieurs années et que l'amendement au zonage ne visait qu'à autoriser ce commerce.

Illégalité

Citant le règlement de zonage 190, Mme Andrée P-Boucher a répondu à M. Bureau que son règlement était illégal parce que "dans une zone donnée, seuls sont autorisés les usages énumérés pour cette zone ainsi que les usages énumérés mais de même nature ou s'inscrivant dans les cadres des normes établies par le présent règlement". De même, un usage autorisé dans une zone est interdit dans toutes les autres zones, à moins que ce même usage ne soit autorisé explicitement dans plusieurs zones ou d'une zone à l'autre.

Elle a montré que l'opération d'un atelier de réparation et de peinture de véhicules dans la zone où le conseil de ville a adopté l'amendement au zonage n'est pas autorisée puisque c'est une zone résidentielle (RC) et que l'usage de cet atelier devait se situer dans une zone commerciale (IB).

Les citoyens de ce secteur auront la possibilité de s'opposer à ce règlement en s'enregistrant à l'hôtel de ville les 12 et 13 septembre pour demander la tenue d'un référendum.

Menace de durcir le règlement-bâillon

Le conseil de ville de Sainte-Foy a connu une autre assemblée agitée, hier soir, à tel point que le conseiller Jacques Bureau, qui présidait la réunion, a menacé d'apporter des amendements au règlement-bâillon, adopté en mars, afin de limiter la durée du droit de parole des citoyens.

On sait que ce règlement limite déjà les sujets sur lesquels les citoyens ont le droit de poser des questions aux élus. Devant l'insistance d'une citoyenne, Mme Andrée P-Boucher, pour obtenir des réponses précises aux questions qu'elle posait, hier soir, et devant l'envenimement

des débats, M. Bureau a invoqué la possibilité pour le conseil de limiter la durée des interventions d'un citoyen sur un sujet, même si ce sujet est à l'ordre du jour.

L'atmosphère qui régnait dans la salle du conseil, ne reflétait nullement l'état de relaxation auquel on aurait dû s'attendre d'une assemblée qui n'avait pas été agitée depuis sept semaines à cause des vacances estivales. Même deux membres du conseil, le maire Ben Morin et l'échevin, Paul Dutil, étaient absents de la réunion, et vers 22h15, il ne restait dans la salle que trois conseillers pour répondre aux

questions du public et des journalistes.

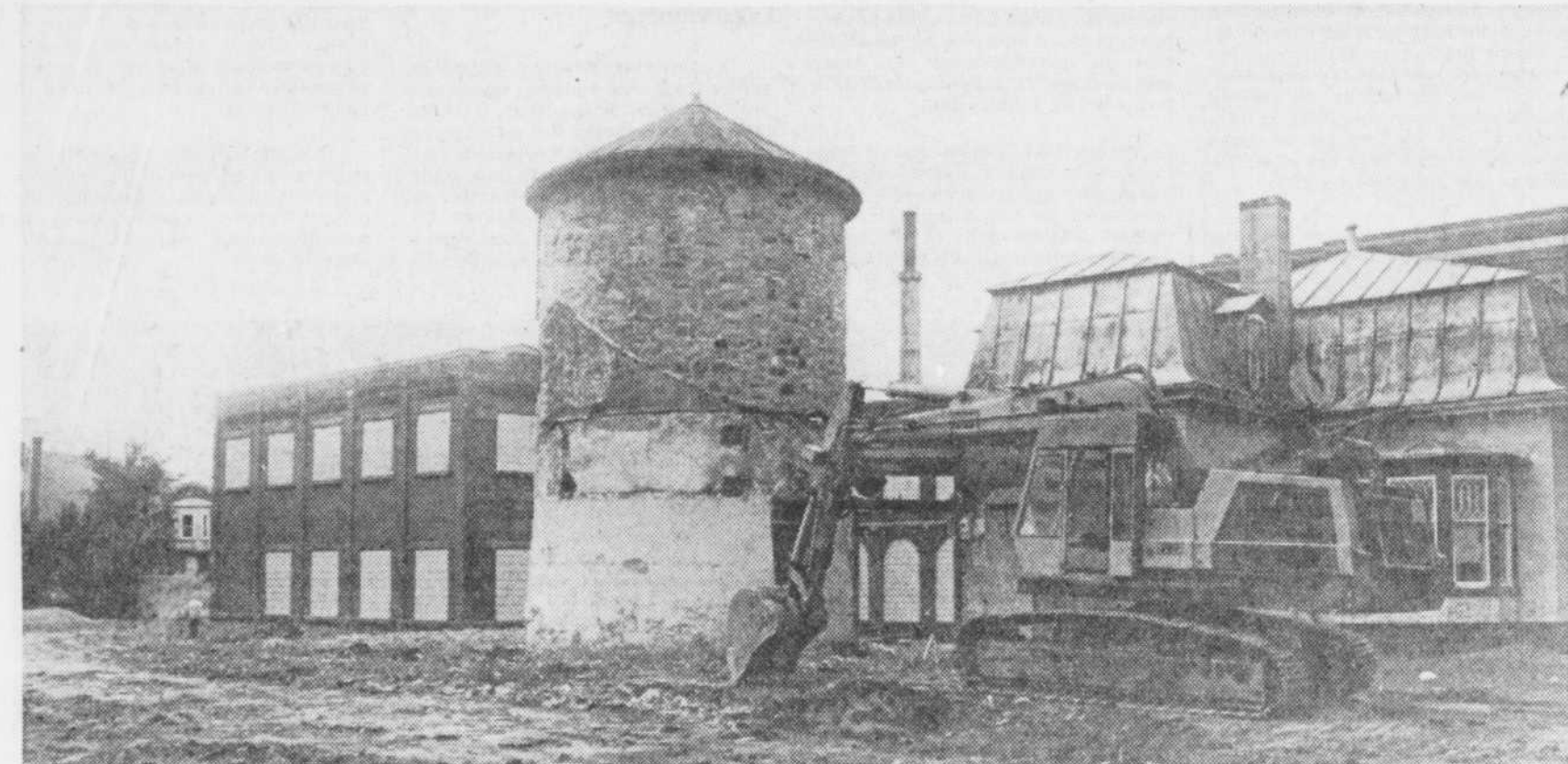
Procès verbaux et illégalité...

Il faut dire que les accusations d'altération des textes d'un procès-verbal, d'illégalité d'un règlement de zonage, de modifications de documents remis avec l'ordre du jour comme le prévoit la nouvelle loi 39, ont plu sur les conseillers municipaux.

Le président du conseil, M. Bureau, a cherché à répliquer sur le même ton, mais, comme toujours, ses réponses n'ont servi qu'à acerbier certains citoyens.

Et, comme on a pu le constater hier, même les citoyens qui adressaient leurs questions d'une façon polie et réservée n'ont obtenu aucune réponse satisfaisante de la part des conseillers municipaux.

Il faut chercher dans ce manque de préparation des conseillers ou dans ce refus de jouer le jeu de la démocratie municipale, une partie de la réponse de la désertion des assemblées. Hier soir, seulement un millième de la population assistait à la réunion, soit environ 75 citoyens sur 75.000.



Nouveau parc

Le Soleil, Jacques Deschênes

La mise en valeur du moulin de l'hôpital Général de Québec a débuté par la démolition des chantiers qui l'entouraient. Ces travaux estimés à \$16,000 font suite à une requête du député du comté de Taschereau, M. Richard Guay. Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, le responsable du projet, prévoit consacrer \$65,000 supplémentaires pour

aménager un espace vert autour de ce bâtiment situé sur le boulevard Langelier, à la hauteur de la rue Saint-François. Les résidents des quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch auront ainsi un nouveau parc. Les travaux dégraderont "un moulin dont la construction remonte au régime français et, sauf erreur, constitue, affirme le député Richard Guay, le seul moulin à vent encore existant dans l'agglomération urbaine de Québec".

Le référendum sur le zonage sera tenu le 22 septembre

Le référendum concernant le règlement de zonage pour régulariser la situation de la garderie "Le Colombier", sur la rue Bon-Air, à Sainte-Foy, aura lieu le 22 septembre.

Ce scrutin a été rendu nécessaire par la signature d'une vingtaine de contribuables du secteur à la suite de l'adoption du règlement par le conseil de ville, le 3 juillet dernier.

A ce référendum, 54 contribuables auront le droit de vote. Ils décideront en quelque sorte du sort de cette garderie installée sur la rue Bon-Air depuis près de 20 ans.

Appel aux citoyens

Dans un communiqué remis à la presse hier, le conseil d'administration de la garderie déclare qu'il sollicitera l'appui des quelque 54 propriétaires du secteur en vue de poursuivre les opérations.

Une lettre doit d'ailleurs être envoyée aujourd'hui aux contribuables

concernés pour leur expliquer la situation.

"Jouissant de l'appui du ministère des Affaires sociales et des autorités de la ville de Sainte-Foy, affirme le communiqué, la garderie compte sur la compréhension des citoyens concernés pour éviter la fermeture de son établissement."

Le conseil d'administration explique que le but de l'amendement au zonage est de normaliser une situation déjà existante. L'amendement proposé par la ville de Sainte-Foy confirmerait à notre garderie l'autorisation d'occuper ses locaux actuels. En aucun cas, il n'affecte le statut de la zone concernée, les locaux ne pouvant être occupés que par une garderie d'enfants, conforme aux normes du ministère des Affaires sociales.

Le Colombier existe à cet endroit depuis 20 ans, les quatre dernières années sous la forme actuelle. 65 enfants fréquentent la garderie sur une base régulière.

APPEL D'OFFRES

La Régie de l'assurance-maladie du Québec recevra des offres pour les projets ci-après décrits:

Projet no 383-79
Impression de 19 500 exemplaires du répertoire des médecins, dentistes et établissements, 4e édition, octobre 1979. 780 pages, 108 x 165 mm. Reliure cousue et collée.

Projet no 384-79
Impression des listes de médicaments, 16e édition, janvier 1980.
1) 25 000 exemplaires, 800 pages, 108 x 171 mm. Reliure cousue et collée.
2) 2 500 exemplaires, 124 pages, 215 x 280 mm, feuillets mobiles.

Les soumissionnaires pourront se procurer les formulaires nécessaires à la préparation de soumission à partir du 21 août 1979 en s'adressant au siège social, au 1125, chemin Saint-Louis, 7e étage, Sillery, téléphone: 418-643-8918

Clôture des soumissions

Le 31 août 1979 à 15h

Seules les offres présentées sur le formulaire préparé par la Régie et retournées dans les enveloppes fournies à cette fin seront prises en considération.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Le chef des Services auxiliaires
Henri Roberge

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Appel d'offres

Gouvernement du Québec

Les ministères ne s'engagent à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Service général des Achats

Projet	Description	Livraison
9151	72 000 boulons de reverts — fleur de lys	Québec
9147	3 200 fauteuils métalliques rembourrés	Québec et Montréal
9148	3 000 paniers à rebuts en plastique 6 000 paniers à correspondance en plastique 6 000 supports pour paniers à correspondance	Québec

Clôture des soumissions: 7 septembre 1979 — 15 h

Les conditions de ces appels d'offres sont contenues dans des documents disponibles à l'endroit suivant:
Ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement,
Bureau des Appels d'offres,
1155 rue Claire-Fontaine, 4e étage, Québec, Qué., G1R 4X8,
Tél. (418) 643-5438

Toute personne désirent assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée à l'heure et à la date indiquées.

Le directeur général
Gaston Oulmet

Ministère des Transports

Projet 524-0204-9 — Enrobé bitumineux sur le Chemin des Rangis 2 et 3, dans la municipalité de Notre-Dame-des-Bois, comté de Mégantic-Compton. Longueur du projet: 3,5 kilomètres.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence requise par la Régie des Entreprises de Construction du Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$5,00 non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: \$8.600,00 ou chèque visé: \$4.300,00 ou obligations conformes aux exigences: \$4.300,00

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, ministère des Transports, 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, ou 255 est, Crémazie (1er), Montréal, P.Q., H2M 1L5.

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à: 15:00 heures le jeudi, 6 septembre, 1979.

Le sous-ministre
Hugues Morrissette

Projet 884-0105-9 — Travaux pour la construction d'un pontceau et de ses approches immédiates sur la route 397, dans la municipalité de Despinassy c.n.o., comté d'Abitibi-Est. Longueur du projet: 0,52 kilomètre.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence requise par la Régie des Entreprises de Construction du Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$10,00 non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: \$23,000,00 ou chèque visé: \$11,500,00 ou obligations conformes aux exigences: \$11,500,00

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, ministère des Transports, 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, ou 255 est, Crémazie (1er), Montréal, P.Q., H2M 1L5.

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à: 15:00 heures le mardi, 11 septembre, 1979.

Le sous-ministre
Hugues Morrissette

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Projet 101-20-07 — Aménagement — Décentralisation des Pêches Maritimes, Grande-Rivière, Côté Gaspé, QC

Sont admis à soumissionner, les entrepreneurs détenant la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, lorsque requise, qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 22 août 1979 par remise d'un montant de 40,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice «La Laurentienne», 475 rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, (Tél.: 418-643-6622).

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec, à l'Association de la Construction du Bas St-Laurent Inc., ainsi qu'à l'Association de la Construction de Montréal.

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 60 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministère des Finances, au montant de 30 000,00 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions:
mercredi le 12 septembre 1979 à 15:00 heures
Jean-Claude Careau
Sous-Ministre par intérim.

économie

Economie: des prévisions plus optimistes

TORONTO (PC) — Malgré la sombre perspective de notre économie qu'a tracée la Conférence Board la semaine dernière, d'autres économistes demeurent, au contraire, optimistes.

C'est le cas de M. Carl Beigie, directeur du Howe Research Institute de Montréal. Il prévoit, lui, un taux de croissance plus élevé que celui annoncé par le Board. "Je suis d'opinion, dit-il, que ces prévi-

sions fondées sur des modèles sont imprécises et souvent erronées."

D'après le Board, la croissance réelle de l'économie canadienne tombera, de 3,3 pour cent estimé pour cette année, à 1,5 pour cent en 1980.

M. Beigie reproche au Board de fonder trop souvent ses projections sur le dernier trimestre. Aussi, est-il certain que le Board n'a pas

tenu compte de la forte baisse du chômage qui vient d'être annoncée.

Pour lui, les chiffres du chômage qui sont tombés à 7,2 pour cent, soit à leur plus bas niveau depuis trois ans, indiquent une force sous-jacente dans l'économie. Ce dont plusieurs prévisionnistes n'ont pas tenu compte.

M. Bill Empey, chef de la recherche au bureau d'économistes-conseils Data Resources of Ca-

nada, voit, lui aussi, l'avenir en rose. "Nous sommes d'avis, dit-il, que l'économie connaîtra une forte reprise au deuxième semestre de 1980."

A l'écouter, notre pays devrait connaître au printemps un ralentissement du taux d'inflation et aucune baisse du haut niveau des dépenses d'investissement n'est en vue. Qui plus est, au milieu de l'année prochaine, la croissance devrait reprendre aux États-Unis.

Toujours d'après M. Empey, la croissance réelle de notre Produit national brut devrait être en moyenne de 2,7 pour cent en 1980 et de 5,1 pour cent en 1981.

De son côté, M. Larry Thibault, de l'association canadienne des manufacturiers, estime que les conventions collectives conclues à l'heure actuelle augurent bien de l'avenir. Il se réjouit de ce que les parties en présence font preuve de

réalisme au sujet des demandes de salaire.

Alors, tout va-t-il pour le mieux? Non. Les économistes font remarquer que les nouvelles ne sont pas toutes bonnes.

Le déficit de notre balance des paiements, qui chiffrait \$5,2 milliards l'an dernier, devrait atteindre \$7 milliards cette année-ci.

Les filiales de Sun Life souhaitent le déménagement du siège social de la compagnie

MONTREAL (PC) — "La direction de la Sun Life avait pris la décision de séparer géographiquement son siège social du centre de ses opérations canadiennes bien avant l'annonce officielle du déménagement en raison de la politique linguistique du Québec", a révélé hier, le premier vice-président et directeur général de la compagnie, M. J. Taylor Bradbury.

Dans une entrevue accordée au quotidien LE DEVOIR, il a ajouté que les dirigeants des filiales aux États-Unis et en Angleterre se plaignaient constamment que le siège social consacrait trop d'efforts aux affaires canadiennes et pas assez aux activités internationales.

M. Bradbury, un anglophone de Hudson qui parle un bon français, ne cache pas son amertume quand on lui parle de la crise du printemps 1978. "Tout le monde peut faire des erreurs. Tant du côté de la compagnie que de M. Parizeau, nous avons été un peu cassant dans nos rapports".

Assez curieusement, la direction de la compagnie se propose d'inviter M. Parizeau à l'ouverture de sa nouvelle succursale sur le Chemin Saint-Louis à Québec où la Sun Life a acquis l'immeuble de l'ancien Club automobile de Québec. On veut ainsi se présenter entre les édifices de l'industrielle et de la Laurentienne, deux grandes firmes d'assurance de la Vieillesse capitale.

"Nous cherchons maintenant à nous adapter à une situation nouvelle" ajoute M. Bradbury.

Les départs

Pour sa part le conseil d'administration devait découvrir que la situation n'était pas aussi grave qu'on leur avait présenté. C'est peut-être ce qui explique aujourd'hui que MM. Campbell et Galt ne sont plus à leur poste. Le premier a pris sa retraite alors que le second s'est vu confier le poste de président du conseil. C'est M. Georges S. Clark qui assume la présidence et

dirige maintenant l'exécutif de la compagnie.

Non seulement la compagnie Sun Life ne parvient pas à reprendre sa place dans le marché québécois de l'assurance-vie en dépit d'une importante campagne publicitaire, mais les chiffres des ventes pour les sept premiers mois de 1979 indiquent que l'hémorragie continue.

Dans une première entrevue accordée depuis le départ du siège social vers Toronto en janvier 1978, le premier vice-président et directeur général des opérations au Canada, M. J. Taylor Bradbury a déclaré que les résultats des sept premiers mois pour ce qui est des ventes de polices individuelles au Québec, étaient inférieurs à ceux de l'an dernier alors qu'en enregistrant déjà une chute de 30 pour cent par rapport à 1977.

Du côté des agences, on constate peu de progrès. On aurait rétabli des

liens avec environ 35 agences par rapport aux 130 qui ont été perdus. Le morale des employés demeure assez bas particulièrement chez ceux qui ont quitté pour Toronto.

Tous les travaux du futur siège social à Toronto sont présentement arrêtés en raison d'une querelle juridique fort complexe entre les promoteurs du projet, la Banque de Montréal, la ville de Toronto et la compagnie. Près de 400 cent employés seront ainsi répartis dans divers bureaux, de façon temporaire ce qui réduit l'efficacité du personnel. L'immeuble ne sera pas prêt avant au moins deux ans. Le coût du déménagement sera donc supérieur au \$2,5 millions prévu par le président, M. Thomas Galt.

Au Québec, la compagnie d'assurance-vie a lancé une vaste offensive publicitaire afin d'intéresser les consommateurs de langue française. On a investit \$250,000 dans la confection d'une nouvelle image. Ce budget a été

confié au bureau local de la firme McKim Advertising Limited de Toronto.

On ne lésine pas pour présenter une denture francophone. On a ainsi enlevé la plaque en langue anglaise devant l'immeuble pour ne laisser que la raison sociale en français qui a été gravée dans la pierre. L'idée de remplacer l'unifolié par le fleurdelisé a été repoussée car "c'était pousser un peu trop loin le zèle nationaliste..."

La concurrence

"Comment faire pour attirer et garder les jeunes diplômés francophones?" demande M. Bradbury. Il déplore le fait qu'à chaque fois qu'un jeune Québécois de langue française fait sa par que la Sun Life, une compagnie d'assurance concurrente vient lui offrir des conditions supérieures. "Il n'est pas question pour nous cependant d'aller marauder dans le person-

ne! des autres compagnies d'assurance."

En ce qui concerne le chiffre des ventes, le service des relations publiques a préparé une brochette de chiffres soigneusement choisis qui montrent, par exemple, des taux de croissance de 1,093 pour cent dans la gestion de caisses de retraite au Québec.

Finalement on apprend que la croissance du revenu primes aurait été de 14 pour cent au Canada pour le premier semestre contre une baisse de deux pour cent au Québec. La part du Québec dans le nombre de nouvelles polices vendues demeure nettement inférieure au chiffre précédant le déménagement.

Il faudra attendre l'assemblée annuelle au Royal York de Toronto pour avoir une idée plus précise de l'ampleur de la perte. "Les données se sont pas disponibles pour le moment" répond-t-on.

Les E.-U. sont présentement balayés par un raz de marée d'investissements étrangers

par Peter ARNETT

NEW YORK (PA) — Un raz de marée d'investissements étrangers, provenant d'Europe, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, balaya présentement les États-Unis.

Dans les États ensoleillés, il a envahi les plantations d'agrumes, les appartements en co-propriété, les foyers pour personnes âgées et les industries manufacturières.

Il a englouti des ranches, des hôtels, des compagnies d'assurance et des usines de produits chimiques dans le Midwest.

Sur les deux littoraux il a englobé des îles de villégiature, des adhésions à la Bourse, des galeries d'art, des banques. A New York, le dernier des beaux hôtels particuliers, le manoir Sonnenberg, dans Gramercy Park, vient d'être acheté par un baron autrichien.

La plupart des régions accueillent les investissements étrangers avec enthousiasme. Quarante États souhaitent l'installation de l'usine ouest-allemande Volkswagen, d'un coût de \$250 millions, qui a finalement été construite à New Stanton, Pennsylvanie. Trente États ont établi des bureaux dans les grandes capitales européennes, pour attirer l'argent étranger.

Mais même si des individus et des compagnies américaines contrôlent à l'étranger des compagnies dont la valeur est estimée à \$160 milliards, c'est-à-dire quatre fois plus que ce que les étrangers ne contrôlent aux États-Unis, la clochette d'alarme a commencé de sonner au Congrès, parmi les industriels et dans certaines capitales américaines.

Pas de contrôle

Les investissements étrangers ont dépensé \$40 milliards pour acheter une partie ou l'ensemble de centaines de compagnies et sociétés américaines. Un autre \$80 milliards d'investissements étrangers a été placé dans des obligations du gouvernement et dans des actions et titres, en quantités moindres que ce qu'il faudrait pour obtenir quelque contrôle que ce soit sur l'avenir d'une entreprise.

On ne possède pas de chiffres comparatifs sur les sommes investies à l'étranger par les Américains, dans des entreprises similaires.

Espérant pousser le public à demander une réévaluation de la politique traditionnelle de "porte ouverte" qui est celle de l'Amérique vis-à-vis des investissements, de même qu'une évaluation des lois touchant les inves-

tissements étrangers, les critiques visent plusieurs cibles.

Terres arabes: Sous prétexte que les investisseurs étrangers faisaient monter le prix des belles terres et provoquaient la ruine du petit fermier, les législateurs de l'Iowa, en juin, ont interdit aux étrangers d'acheter des terres à cultiver. D'autres États projettent des lois modelées sur le bill de l'Iowa.

Banques: Inquiets de l'accroissement soudain du nombre de banques étrangères — ce nombre a atteint 323 cette année — le sénateur John Heinz, de Pennsylvanie, a déposé un projet de loi visant à imposer un moratoire de six mois sur les mains-mises étrangères de banques américaines et d'institutions d'épargne.

Déclarant que les acquisitions par les étrangers menacent l'équilibre fondamental du système bancaire, Muriel Siebert, surintendant des opérations bancaires pour l'État de New York, a tenu tête au gouverneur Hugh Carey en refusant d'approuver l'offre de la Société bancaire de Hong Kong et Shanghai, visant à prendre contrôle de la Marine Midland Bank, la 12ème plus importante aux États-Unis. On dit que M. Carey cherche à convaincre Mme Siebert de revenir sur sa décision.



Centre d'estimation

Le Centre d'estimation de la Capitale Inc., le premier d'un réseau de 17 centres à être implantés au Québec au cours des prochains mois, a ouvert ses portes lundi. Le centre, dont la fonction principale est d'évaluer les dommages matériels subis par les véhicules, est localisé en bordure du boulevard Hamel, dans le secteur Les Saules. L'ouverture d'un deuxième centre d'estimation pour la région de Québec est prévue pour octobre prochain. Il sera localisé à l'intersection de la 18e Rue et de l'avenue Bergemont.

Le Venezuela a quadruplé ses recettes en cinq ans

par Marc HUTTEN

CARACAS (AFP) — Le Venezuela, la bien nommée "démocratie pétrolière", a quadruplé ses recettes en cinq ans grâce aux augmentations successives des prix de l'or noir décrétées par l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) dont il est l'un des membres fondateurs.

Ce vertigineux pactole ne profite, théoriquement, qu'à l'État — puisque l'industrie pétrolière a été nationalisée en 1975 — et à ses administrés, qui tirent forcément profit d'un budget où tombent, chaque jour, près de 40 millions de dollars.

Le premier effet de cette redistribution de la richesse pétrolière est d'avoir fait du Venezuela le pays le plus riche d'Amérique latine: le produit national brut par tête d'habitant se situe au alentours de 1,800 dollars par an.

Le second effet de cette manne miraculeuse, conséquence du premier, a été de préserver la démocratie, mettant le pays à l'abri des coups d'État si fréquents chez ses voisins. Car l'argent qui afflue dans les caisses de l'État permet à celui-ci: 1 — de choquer ses généraux pour qu'ils se tiennent tranquilles, et 2 — de leur

enlever tout prétexte à intervenir en éliminant les crises sociales.

Mais la pluie de pétro-dollars qui tombe sur le parapluie troué du gouvernement, même s'il asperge tant bien que mal tout le monde, profite surtout, bien entendu, à ceux qui savent la drainer vers eux.

L'argent va à l'argent, c'est bien connu, et, au Venezuela, ce processus est plus expéditif qu'ailleurs.

C'est ainsi que, malgré la démagogie d'une part et les bonnes volontés de l'autre, les disparités sociales, loin de s'estomper, augmentent. Caracac, 3 millions d'habitants, est encerclée par les bidonvilles — sans eau potable, mais hérissés d'antennes de télévision — qui abritent près de la moitié de sa population.

Les "quartiers chics" de la capitale se trouvent à l'est, autour du "Country club", quartier général et refuge verdoyant des milliardaires.

La corruption

Au Venezuela, pays où l'État contrôle plus de 50 pour cent de l'économie nationale, le grand négoce consiste à s'enrichir sur le dos de l'État et, souvent, à ses dépens.

La corruption, leitmotiv de tous les discours politiques, est en fait, si bien ancrée dans les moeurs que plus on en parle, moins elle recule.

L'oligarchie, composée d'anciens planteurs ou commerçants reconvertis dans l'industrie et l'import-export, auxquels sont venus se joindre les nouveaux riches, ne conteste nullement les nationalisations, celles-ci en ce qui concerne l'industrie pétrolière, se sont opérées sans que les compagnies expropriées — la Shell, la Créole (filiale d'Exxon), et la Gulf, aient élevé le moindre murmure.

L'harmonie qui règne au Venezuela est fondée sur le régime des entreprises mixtes: l'État apporte le gros des capitaux et administre, du moins en théorie, tandis que le secteur privé national, associé ou représentant des multinationales étrangères, seules à détenir la technologie et l'art du management, gère ces affaires et les crée.

Le système fonctionne grâce à l'osmose indispensable entre les milieux d'affaires et les deux principaux partis politiques du pays: le social-démocrate (AD) et le démocrate-chrétien "COPEI", ce dernier en selle depuis le 12 mars.

Les affairistes qui gravitent autour du pouvoir occupent, à l'occasion, des charges publiques, tandis que les politiciens trempent volontiers dans les affaires.

Les exemples de cette cordiale entente abondent:

Diego Arria, un jeune et dynamique millionnaire formé aux États-Unis, fut militant du "COPEI", puis d'AD, expert en publicité et en relations publiques, gouverneur de Caracas et candidat indépendant à la présidence aux dernières élections, avant de redevenir homme d'affaires et de fonder un journal.

Pedro R. Tinoco débuta dans la politique pour devenir un magnat de la banque et de l'industrie après avoir tenu pendant un temps le portefeuille des Finances. Actuellement représentant de la "Chase Manhattan" et président du "Banco Latino" (dont le groupe franco-italien "Sudameris" est actionnaire). Avocat, député, il dirige une demi-douzaine de sociétés financières.

Gumersindo Rodriguez, politicien-affairiste type, a milité dans les années 60 dans le mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), avant de rallier l'AD au pouvoir de 1974 à

1979. Il en est devenu aujourd'hui l'un des suppôts les plus solides.

Un célèbre best-seller vénézuélien incluait ces cinq personnages parmi les "doux apôtres" de l'ex-président Carlos Andres Perez.

Cabinet invisible

Ces 12 politiciens-affairistes-millionnaires formaient autour du président une sorte de cabinet invisible. La rumeur publique leur attribue la responsabilité d'un trafic d'influence qui a déjà donné lieu à plusieurs scandales et à des retombées qui continuent de s'étaler dans la presse sans qu'ils paraissent s'en formaliser.

Les milliardaires vénézuéliens n'étaient pas leur richesse. Discrets, ils vont dépenser leur argent à l'étranger, en Europe ou en Floride, où ils achètent des propriétés à tour de bras.

Souples, ils s'accrochent de l'un ou de l'autre des deux partis qui alternent au pouvoir et ne dédaignent pas — démocratie oblige — de donner l'accolade, dans les fraternels et hétéroclites cocktails de Caracas, aux représentants de la gauche toujours de service, toujours vigilante et toujours très honorée d'y être invitée.

La fortune des milliardaires vénézuéliens est difficile à chiffrer dans un pays où même les statistiques officielles comportent des lacunes béantes. Cependant, les estimations les plus fiables de leurs avoirs donnent le tableau d'honneur suivant, par familles ou groupes financiers:

Famille Vollmer-Zuloaga (électricité de Caracas, banque, brasseries, ciment, plantations et raffineries de sucre): 1,000 millions de dollars.

Eugenio Mendoza (cimenteries, banque, papier, alimentation): 500 millions de dollars.

Famille Boulton (transports aériens, commerce): 100 millions de dollars.

Groupe Polar (Brasseries, alimentation): 70 millions de dollars.

Groupe Delfino (cimenteries, papier): 60 millions de dollars.

Et beaucoup d'autres — qui s'appellent Cisneros, Tinoco, Blohm, Phelps, Brillembourg, Bellosa, Benacerraf — la plupart d'entre eux d'origine étrangère, mais vénézuéliens depuis plusieurs générations et n'ayant aucune raison de s'en plaindre.

IRON ORE COMPANY OF CANADA Nomination



M. SERGE LEVESQUE
Monsieur Avit Ouellet, directeur général de l'administration, a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Serge Lévesque au poste de Directeur, Services financiers.

Culinar acquiert Orchard Hills Farm de l'Etat de New York

MONTREAL (PC) — Le groupe Culinar, autrefois connu sous le nom de Vachon, vient d'acquiescer la compagnie Orchard Hills Farm, une entreprise de l'Etat de New York spécialisée dans la production et la mise en marché de plats cuisinés et d'aliments surgelés.

de Culinar, M. Roger Néron précise: "Cette première acquisition à l'extérieur du Canada s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement élaborée par l'entreprise et dont les deux principes fondamentaux sont la diversification et l'expansion territoriale".

L'usine de la compagnie Orchard Hill Farms est située dans la petite ville de Red Hook à environ 150 kilomètres au nord de la ville de New York (et finalement pas très loin de Ste-Marie de Beauce). En 1978, les ventes étaient de \$14 millions. L'entreprise emploie environ 120 personnes à la fabrication de produits commercialisés sous les marques maison (Jiffy's, Good Fun Suppers, Orchard Hill Farms) ou encore sous les marques de grandes chaînes américaines (AetP, Grand Union, Kroger, First National et Acme).

Obligations stables

TORONTO (PC) — Mis à part le court terme, qui a cédé cinq cents, et les titres des provinces, qui ont gagné un huitième de point, les cours étaient généralement stables et les affaires modérées dans le marché canadien des obligations, hier.

Dans un communiqué, le président-directeur général

L'argent au jour le jour commandait un intérêt de 10,25 pour cent.

IRON ORE COMPANY OF CANADA Nomination



M. RAYMOND MARSDEN
Monsieur Richard Geren, vice-président exécutif, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Raymond Marsden au poste de Directeur, Manutention du minéral et Terminus de Sept-Iles.

Monsieur Marsden est entré au service de la Compagnie en 1952 et a occupé diverses fonctions reliées au transport ferroviaire, à la réception, la classification et l'expédition du minéral.

Dans ses nouvelles fonctions, monsieur Marsden sera responsable de l'exploitation du Terminus et de la coordination et de la manutention du minéral.

Avant sa nomination, monsieur Marsden était Surintendant de la Manutention du minéral.

Monsieur Marsden est diplômé du Huddersfield Technical College, Yorkshire, en Angleterre.

Perspectives américaines moins bonnes

NEW YORK (AFP) — Les perspectives économiques du Japon, du Canada et de l'Europe occidentale sont beaucoup plus favorables que celles des Etats-Unis, selon une étude du Conference Board, organisation privée de recherche économique, publiée hier.

L'indice des indicateurs économiques des six principaux pays industrialisés (en dehors des Etats-Unis) a progressé de 10 pour cent au cours des 12 mois terminés en avril, tandis que celui des Etats-Unis n'a progressé que de 3 pour cent.

Sur la période considérée, l'indice des indicateurs économiques du Japon a progressé de 21 pour cent et celui du Canada de 11 pour cent. L'indice est également en bonne progression en France, en Allemagne de l'Ouest et en Italie. Seul le Royaume uni arrive derrière les Etats-Unis avec une progression de 2 pour cent seulement de son indice.

Les indices des indicateurs économiques établis par le Conference Board prennent en compte des statistiques telles que les mises en chantier de logements, les commandes à l'industrie, les marges bénéficiaires et les indices boursiers.

IRON ORE COMPANY OF CANADA Nomination



M. ROGER BEAULIEU
Monsieur J.B. Galligan, vice-président senior, ressources humaines, a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Roger Beaulieu au poste de Directeur des Relations ouvrières.

Avant d'entrer au service de la Compagnie en 1977, Monsieur Beaulieu avait occupé plusieurs fonctions dans le secteur des relations ouvrières et du personnel dans différentes compagnies.

Dans ses nouvelles fonctions, Monsieur Beaulieu aura la responsabilité de traiter de tout ce qui relève des relations ouvrières tant à l'Iron Ore qu'au chemin de fer Québec North Shore and Labrador.

Avant sa nomination, Monsieur Beaulieu était Surintendant des Relations ouvrières. Monsieur Beaulieu est diplômé en droit de l'Université Laval à Québec.

Gazoduc: démarches de Carter

WASHINGTON (AFP) — L'administration Carter a contacté trois grandes compagnies pétrolières américaines dans l'espoir qu'elles accepteraient de participer au financement du gazoduc de l'Alaska, dont le coût est estimé à \$12 milliards, a-t-on appris hier.

De source proche de l'administration, on indique que des responsables du gouvernement ont pris contact avec Exxon Corp., Standard Oil Co of Ohio (Sohio) et Atlantic Richfield, et que ces compagnies seront déchargées des dispositions de la loi antitrust afin qu'elles puissent discuter entre elles leur participation éventuelle au projet.

Le gazoduc, d'une longueur d'environ 7.600 kilomètres, doit acheminer le gaz des gisements de Prudhoe Bay (Alaska) à travers le Canada et jusqu'à Chicago. Il devrait avoir une capacité de transport de 2,4 milliards de pieds-cubes par jour.

La construction du gazoduc doit être assurée par un consortium de sociétés productrices de gaz, dirigé par la Northwest Energy Co. Le groupe rencontre néanmoins des difficultés pour trouver les fonds nécessaires.

IRON ORE COMPANY OF CANADA Nomination



M. A. ROBERT McLEAN
Monsieur J.B. Galligan, vice-président senior, ressources humaines, a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur A. Robert McLean au poste de Directeur de la Québec North Shore and Labrador Railway, section aviation, filiale de l'Iron Ore Company of Canada.

Monsieur McLean qui est un diplômé en commerce de l'Université McGill et un pionnier de l'aviation dans le nord-est du Québec et au Labrador est entré au service de la Compagnie à titre de pilote en 1951. Il a été promu chef pilote en 1955 et surintendant du transport aérien en 1973.

Dans ses nouvelles fonctions, M. McLean sera responsable de l'administration de la division de l'aviation ainsi que de la coordination de ses activités avec les autres divisions de la Compagnie.

en un clin d'oeil

La SEE ouvre un crédit de \$2 milliards à la Chine

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a terminé les négociations relatives à une ouverture de crédit de \$2 milliards au profit de la Chine, aux fins de financer la vente de biens canadiens à ce pays. Les hauts dirigeants de la Banque de Chine ont paraphé l'entente hier, de même que le ministre fédéral du Développement économique, M. Robert Coté, et le ministre du Commerce, M. Michael Wilson. Un haut fonctionnaire de la SEE a expliqué que l'entente avait valeur d'une carte de crédit qui permettra à la Chine de financer ses achats de machines, de matériel de télécommunications et d'usines. Nos exportations à la Chine, qui chiffrent \$500 millions par an, comprennent en majeure partie du blé, des métaux, du papier et de la pâte de bois.

augmentation de 45 pour 100 en volume et de 99 pour 100 en valeur, face aux chiffres de la même période de l'année dernière.

United Westburne investit aux E.-U.

Le grossiste canadien le plus important en matériel de plomberie et d'électricité annonce un investissement d'importance aux Etats-Unis. En effet, la filiale à 92 pour 100 de Westburne International Industries Ltd, United Westburne Industries Limited, engagée dans la distribution d'équipement de plomberie et d'électricité a complété l'achat de 26 points de vente situés dans 16 Etats du mid-ouest, sud et sud-ouest américain, le vendeur étant Cran Supply Co. de New York. Cette acquisition marque l'entrée de United Westburne dans le marché américain de la distribution en gros de matériel de plomberie, chauffage, climatisation et équipements industriels s'y rapportant, marché d'un volume approximatif de \$12 milliards par an. United Westburne se propose également d'étendre ses activités dans la distribution en gros d'équipements électriques aux Etats-Unis.

RCA acquerra CIT Financial pour \$1.35 milliard

RCA Corp., le grand groupe américain de l'électronique et des communications, a annoncé être parvenu à un accord de principe en vue du rachat de CIT Financial Corp., l'une des plus grosses compagnies financières du monde. Le prix de l'opération sera de \$1,35 milliard, l'une des fusions les plus importantes de l'histoire des affaires aux Etats-Unis. RCA est prête à payer \$65 l'action pour la totalité du capital de CIT. Le titre CIT a clôturé vendredi à \$53,50 à la Bourse de New York.

Hausse de 14,5% des ventes en gros en juin

Le commerce de gros a vendu pour \$6,5 milliards de marchandises en juin dans tout le pays, soit 14,5 pour 100 de plus qu'un an auparavant. D'après le Bureau fédéral de la statistique, la valeur des stocks chez les grossistes a augmenté de 27,7 pour 100 et chiffrait \$10,4 milliards.

options (transigées)

Table of options transactions with columns for date, price, and volume.

monnaies

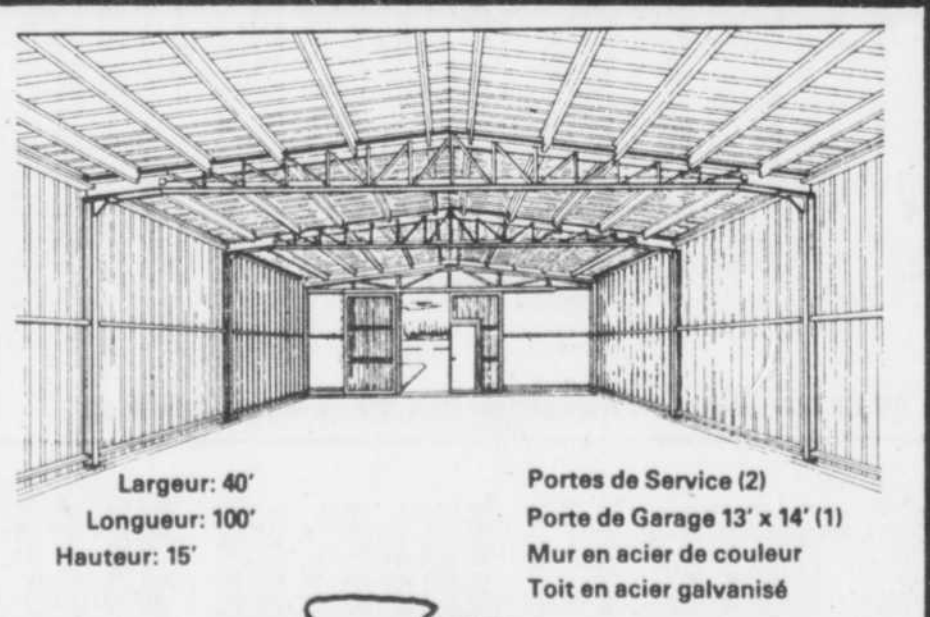
Table of exchange rates for various currencies like Caribbes, Chine, etc.

l'or

Table of gold prices in Winnipeg.

Table of exchange rates for various currencies like Caribbes, Chine, etc.

ATLAS ECONOMIQUE ENTIEREMENT EN ACIER



Largeur: 40' Longueur: 100' Hauteur: 15'
Portes de Service (2) Porte de Garage 13' x 14' (1) Mur en acier de couleur Toit en acier galvanisé
Matériaux seulement \$3.75 P.L.C.A. \$14,995.00 Livraison-15 jours
Prix F.O.B. Usine Taxe Prov. Extra
Autre modèle disponible
De largeur & longueur jusqu'à 300 pieds
téléx 05-833 537

Advertisement for Trust Général du Canada offering a 10 3/4% interest rate on deposits.

Advertisement for Trust Général du Canada with contact information for various branches.

Advertisement for 'Dirigeants d'entreprises' and 'La BFD peut-elle vous aider?' with contact info for M. Richard Beaudoin.

Advertisement for Banque Fédérale de Développement with contact information for various branches.

Advertisement for Jacques Du Saul, a communications and public relations consultant.

Toronto

Volume des transactions: 6,684,000 actions. — 300 titres: 1,640.73 en hausse de 21.57

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for 'Titres Ventes Hauts Bas Form. Chang.' and 'A et B'.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for 'Titres Ventes Hauts Bas Form. Chang.' and 'A et B'.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for 'Titres Ventes Hauts Bas Form. Chang.' and 'A et B'.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for 'Titres Ventes Hauts Bas Form. Chang.' and 'A et B'.

New York

Volume des transactions: 31,630,000 actions. — Dow Jones: 886.43 en hausse de 3.07

Les pétroles dirigent la hausse

Les cours étaient en hausse, hier à Wall Street, entraînés par les gains des valeurs pétrolières. L'indice des industrielles gagne 3.07 à 886.43 dans un marché normalement actif, où plus de 32,000,000 d'actions ont changé de mains. Les valeurs pétrolières attirent une vague d'achats à la suite de la levée des contrôles des prix du brut annoncée par le président Carter, vendredi dernier. Ce facteur compense le pessimisme entraîné à Wall Street par la hausse des taux d'intérêt. Le prime rate à 12 pour cent. Parmi les valeurs canadiennes cotées à la Bourse de New York, Alcan gagne 1-2 à \$38.1-2, Ashland 3-4 à \$39.3-4 et Canadian Pacific 1-2 à \$30. McIntyre descend de 1 à \$45.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Associée et la Presse Canadienne

Table of stock prices for New York, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Associée et la Presse Canadienne

Table of stock prices for New York, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Associée et la Presse Canadienne

Table of stock prices for New York, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Associée et la Presse Canadienne

Table of stock prices for New York, including columns for stock names, prices, and changes.

Montreal

Volume des transactions: 593,744 actions. — Industries: 284.79 en hausse de 6.63

Fermetés titres pétroliers

Les pétroliers ont alimenté la Bourse de Montréal, hier, et l'indice composé termine la séance en hausse de 5.03 à 280.11. En tout 113,744 actions ont changé de mains et 2,669 contrats d'option ont été négociés. Les industrielles avancent de 6.63 à 284.79, les services publics de 2.53 à 236.25, les bancaires de 0.06 à 324.33 et les papeteries de 0.44 à 177.33. Finalement les gains sont deux fois plus nombreux que les pertes et 54 titres sont stables. Aquilone vient en tête des gagnants avec une hausse de 1.75 à \$38.75. Norcen Energy Resources monte de 1.38 à \$24.58.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Progrès dans tous les secteurs

Excellente journée, hier à la Bourse de Toronto, où l'indice composé clôture en hausse de 21.57 et marque 1,640.73. Tous les secteurs du marché ont progressé et cinq ont enregistré des records hauts: les pétroles, les transports, l'immobilier, les industrielles et la gestion. Les métaux ont réalisé les gains les plus importants en une seule journée, soit 42.06 à 1,418.73, leur point le plus élevé depuis le 26 octobre 1973. Au dire des analystes, les investisseurs étrangers et financiers sont entrés en force dans le marché, alléchés par la perspective des découvertes d'hydrocarbures en mer de Beaufort et au large de la côte orientale du pays. Il en va de même en ce qui concerne le renchérissement des métaux et la hausse de la demande, ainsi que l'augmentation des bénéfices et des dividendes des sociétés.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.



M. Donald H. Twiner

Monsieur S. R. McInnes, président-directeur général des Brasseries Carling O'Keefe du Canada Limitée, a le plaisir de faire part de la nomination de monsieur Donald H. Twiner au poste de président-directeur général et membre du conseil d'administration des Caves Jordan & Ste-Michelle Ltée. Monsieur Twiner apporte à cette compagnie le bénéfice d'une vaste expérience dans les domaines de la direction générale et de la commercialisation des produits de consommation. (ANN.)

fonds mutuels

Cours transmis par la Presse Canadienne. Ces cours représentent la valeur de l'actif net par action (VANPA) de chaque fonds.

Membres de l'ACFM

Table listing various mutual funds and their values, including MF Group, Amer. Growth, Can. Sec. Inv., etc.

Non-membres

Table listing mutual funds for non-members, including Alamosa Fd, Assoc. Inv., Bénédictin, etc.

dividendes

par la Presse canadienne

Barnwell Industries Inc., cinq cents U.S., 21 sept., inscr. le 7 sept.

Gaz Metropolitan Inc., 10 cents; 5.40 p.c. priv. série 1965, \$1.35; 5.50 p.c. priv.

série 1966, \$1.375; payables le 28 sept., inscr. le 12 sept.

Imperial Oil Ltd., classe A, 30 cents; classe B, un dividende-action de 0.0083986 classe B équivalent à 30 cents; payables le 28 sept., inscr. le 7 sept.

Inter-City Gas Ltd., huit cents, 28 sept., inscr. le 14 sept.; 6.5 p.c. priv. série A, 65 cents, semestriel; 31 oct., inscr. le 15 oct.

Nowco Well Service Ltd., 18 cents, semestriel, 14 nov., inscr. le 31 oct.

Déficit fédéral de \$5.62 milliards

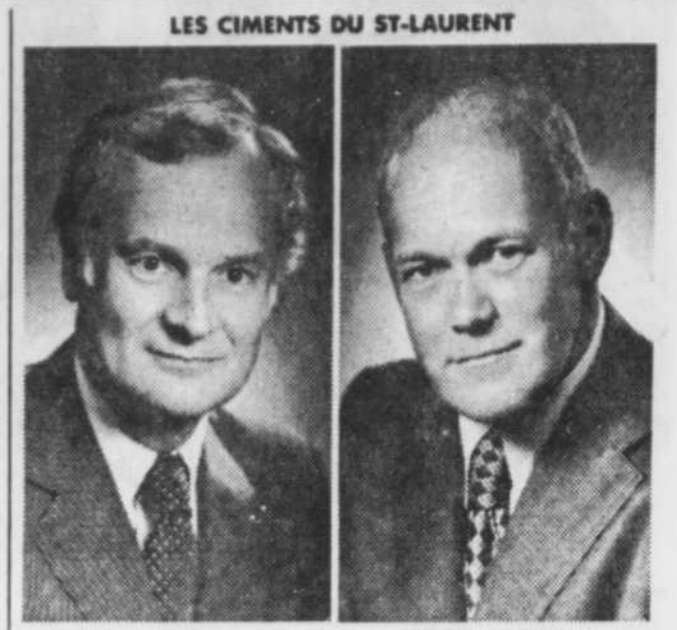
OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances, M. John Crosbie, a annoncé hier que le déficit fédéral interne avait été de \$5.62 milliards pour le premier trimestre de l'année fiscale en cours.

Ce déficit est de 26 pour cent plus élevé que celui de \$4.45 milliards atteint durant la période correspondante en 1978.

A la fin de juin, selon le dernier rapport mensuel du ministre des Finances, les dépenses gouvernementales avaient atteint \$13.02 milliards face à des revenus de \$7.4 milliards.

A la même période l'an dernier, ces chiffres étaient de \$11.57 milliards pour les dépenses et de \$7.12 milliard pour les revenus.

Dans sa déclaration sur la situation économique, le mois dernier, M. Crosbie avait prédit que le déficit gouvernemental serait à la



Jacques Baylaucq et Walter F. Penny. M. Jacques J. Giasson, président et chef de la direction de la compagnie Les Ciments du St-Laurent, a le plaisir d'annoncer les nominations de M. Walter F. Penny au poste de premier vice-président, finances, et M. Jacques Baylaucq au poste de premier vice-président, administration et planification, pour le groupe Les Ciments du St-Laurent. Ces deux nominations sont en vigueur depuis le 1er juillet 1979. (ANN.)

fin de l'année fiscale de \$11.3 milliards, soit légèrement sous les \$11.7 milliards rapportés l'an dernier par l'administration libérale. L'administration conservatrice n'avait aucun contrôle sur la plupart des dépenses à rencontrer par le gouvernement durant le premier trimestre de l'actuelle année fiscale, qui a débuté le 1er avril. M. Crosbie lui-même n'a été assermenté comme ministre des Finances que le 4 juin.

Le déficit fédéral découle de l'écart entre les sommes encaissées par le gouvernement grâce aux impôts, aux taxes, aux intérêts sur les dépôts bancaires et les ventes de produits postaux; et les versements à effectuer à divers chapitres, tels l'assurance-chômage, les intérêts sur la dette publique, les allocations aux personnes âgées, la défense, les versements de péréquation et les coûts d'hospitalisation.

Une seconde banque augmente les taux de ses prêts hypothécaires



marcel boutin votre argent

La Banque Canadienne Impériale de Commerce a annoncé des hausses semblables. Par exemple, le taux des prêts conventionnels d'un terme de trois et de cinq ans est porté de 11% à 12% pour 100 (hypothèque fermée). Les prêts conventionnels (hypothèque ouverte) avec un terme de cinq ans sont maintenant disponibles au taux de 12% pour 100 au regard de 12 pour 100 comme c'était le cas auparavant. En ce qui concerne les prêts consentis aux termes de la loi nationale de l'habitation, le taux des hypothèques fermées avec termes de trois et cinq ans passe de 11% à 11% pour 100 tandis que le taux des hypothèques ouvertes (SCHL) avec terme de 5 ans grimpe de 11% à 12% pour 100.

Un porte-parole de la Banque Canadienne Impériale de Commerce attribue la hausse des taux au déséquilibre actuel dans l'écart des taux d'intérêt et aussi au raffermissement du loyer de l'argent. On sait que le taux des prêts hypothécaires est demeuré sensiblement le même durant la période de 15 mois qui a précédé la récente hausse du taux préférentiel des banques à charte, de 12 à 12 1/2 pour 100.

Dans la plupart des cas, les prêts hypothécaires sont encore disponibles à un taux inférieur à celui pratiqué par les banques à charte lorsqu'elles prêtent à leurs plus importants clients, en l'occurrence les grandes entreprises.

On peut raisonnablement s'attendre à ce que les autres grandes banques suivent bientôt l'exemple de la Banque de Nouvelle-Ecosse et de la Banque de Commerce et rajustent, une seconde fois, les taux de leurs prêts hypothécaires, même si le nombre de maisons commencées cette année sera sensiblement inférieur à celui de l'an dernier, comme le prévoient d'ailleurs la plupart des observateurs. Selon la SCHL, les mises en chantier, cette année, ne représenteraient que 209,000 logements à comparer à 228,000 en 1978 et 244,000 il y a deux ans.

Les banques versent actuellement un intérêt de 11.7 pour 100 sur les dépôts à terme d'une durée de 90 jours comportant un minimum de plus de \$100,000. On estime qu'il en coûte 12.2 pour 100 aux banques pour l'acceptation de ces dépôts, compte tenu des réserves qu'elles doivent maintenir à la banque centrale et de leurs autres frais d'administration.

fruits et légumes

- MONTREAL (PC) — Prix payés au marché central métropolitain tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec. Bleuets: \$15.00 à \$16.00 le panier de 11 pintes. Pommes: prix minimaux nets, vendus livrés aux détaillants, en vigueur jusqu'au prochain avis. Melba: cell-pack, \$11.00; \$10.00 pour 12 cellos de 3 lb; \$10.50 pour 8 cellos de 5 lb; \$6.40 pour 4 X 4 pintes; \$6.25 pour 6 X 3 litres (expérimental); \$8.00 pour 40 lb en vrac. Les prix ci-dessus sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec. \$4.50 la caisse de 30 paquets; \$1.50 à \$1.75 le sac de 25 lb; carottes grosses, \$3.75 à \$4.00 le sac de 50 lb; \$3.75 à \$4.00 le sac de 24 sachets de 2 lb ou de 10 sachets de 5 lb; minicarottes, \$4.25 à \$4.50 la caisse de 20 sachets de 12 onces. Céleri: \$5.00 à \$5.50 pour 24 unités; pré-refroidi: \$5.75 à \$6.00 la caisse de 24. Chiorée: \$2.50 à \$3.00 la caisse de 12 à 16 unités. Choux chinois: \$3.75 à \$4.00 la caisse de 12. Choux-fleurs: \$5.50 à \$6.00 la caisse de 12; en vrac, \$7.00 la dz. Choux rouges: \$2.00 à \$2.50 la caisse de 12. Choux de Savoie: \$3.00 à \$3.50 la caisse de 12. Choux verts: \$1.75 à \$2.00 la caisse de 40 lb; \$1.50 à \$1.75 le sac de 50 lb. Choux de Bruxelles: \$6.25 à \$6.50 la caisse de douze casseaux de 10 onces. Ciboulette: \$2.75 à \$3.00 pour 12 paquets. Concombres (de serre), moyens, sans pépin, \$4.25 à \$4.50 pour une caisse de 12; petits, \$3.25 à \$3.50 pour une caisse de 12; de champ, \$6.00 à \$6.50 la caisse de 6 dz.; à mariner, petits: \$12.00 à \$14.00 le boisseau; moyens: \$8.00 à \$10.00 le boisseau; gros: \$5.00 à \$7.00 le boisseau. Courgettes "zucchini": \$6.50 à \$7.00 la caisse de 20 lb. Cresson: \$6.50 la caisse de 12 chopines. Epinards: \$5.25 à \$5.50 la caisse de 12 sachets de 10 onces; \$4.75 à \$5.00 le boisseau. Haricots jaunes: \$6.50 à \$7.00 le 20 lb. Haricots verts: \$6.00 à \$6.50 le 20 lb; haricot verts plats: \$5.50 à \$6.00 le boisseau. Laitue: frisée, \$4.00 à \$4.50 la caisse de 24; Boston, \$3.50 à \$4.00 la caisse de 16 unités; romaine, \$4.50 à \$5.00 la caisse de 16; iceberg, \$4.50 à \$5.00 la caisse de 18; iceberg, pré-refroidie, \$5.00 à \$5.50 la caisse de 18. Mais sucré: \$3.50 à \$4.00 le sac de 6 dz d'épis. Menthe verte: \$2.50 à \$3.00 pour 12 paquets. Oignons: jaunes gros, \$7.00 à \$9.00 pour 50 lb; jaunes moyens, \$5.25 à \$5.50 pour 24 sachets de 2 lb ou 10 sachets de 5 lb; \$3.75 à \$4.00 le sac de 50 lb; \$2.00 à \$2.25 le sac de 25 lb; jaunes petits: \$1.25 à \$1.35 le sac de 10 lb. Oignons blancs à mariner: \$4.50 le sac de 10 lb. Oignons verts: \$1.00 à \$2.00 la botte de 6 paquets. Oignons verts jeunes (échalotes): \$4.75 à \$5.00 la caisse de 3 doz; \$5.50 à \$5.75 la caisse de 4 doz. Vaches: D1: \$59-62.75; D3: \$56-58.75; D5: \$44-55.75. Taureaux: \$63.50-75. Veaux: animaux de choix: \$115-128, avec un plafond de \$131; bons: \$100-114; moyens: \$83-99; communs: \$76-90. Veaux de remplacement: bons: \$120-150, avec un plafond de \$184; communs et moyens: \$100-119. Prix moyen du porc ontarien, la semaine dernière: \$59.76.

bestiaux

MONTREAL (PC) — Les prix de toutes les catégories de bovins étaient stables, hier, au marché aux bestiaux de Montréal. Les veaux de boucherie ont renchéri de \$4 à \$5 dans la matinée. Les arrivages comprenaient 407 bovins, 500 veaux et 19 moutons. Les prix s'établissaient ainsi: Bouvillons: commercial: \$71.50-74.50. Génisses: A1:2: \$89-71; B: \$64.75-67.75; commercial: \$60-63.

carrières et professions 647-3266

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

COMMIS-COMPTABLE CHATEAU BONNE ENTENTE. Systèmes informatiques, comptes payables, procédure des payés, comptes recevables. De l'expérience en hôtellerie serait un avantage. Salaire entre \$9,000 et \$11,000. Téléphoner à: 653-1487 ou 653-4537

STENOACTYLO Minimum 2 ans d'expérience. 522-3854

MECANICIEN DEMANDE Avec expérience en machinerie lourde. Emploi permanent. 849-5420 - 849-2445

DEMANDE DES PROFESSEURS AU SECONDAIRE. Matières: REFRIGERATION COIFFURE POUR HOMME. Exigences: 1. Posséder: soit un brevet d'enseignement soit un diplôme d'études collégiales soit un certificat d'écoles de métiers soit une compétence reconnue. 2. Avoir une expérience industrielle d'au moins trois (3) ans. Services du Personnel 1460, Chemin Ste-Foy Québec, G1S 2N9 Tél.: 688-7853

CHEF DE RANG DEMANDE AVEC EXPERIENCE 694-9995

SECRETAIRE JURIDIQUE demandée Avec expérience, bureau d'avocats haute-ville. 692-3020

CARRIERE DANS LA VENTE. Une compagnie internationale est à la recherche de représentants aptes à occuper des postes de direction dans un bref délai, pour les comtés de Portneuf, Montmorency, Charlevoix et les environs. QUALIFICATIONS REQUISES: - Avoir 18 ans et plus. - Posséder une automobile. - Détenir son certificat de Secondaire V ou l'équivalent. - Avoir de bonnes références. NOUS OFFRONS: - Chiffre d'affaires déjà établi. - Entraînement de 2 semaines à nos frais. - Plan d'épargne et retraite avantageux. - Cours de formation à la demande. - Possibilité de revenus de \$15,000 à \$25,000 par année. Pour rendez-vous, appeler: Jocelyn Blackburn 653-4901

OPPORTUNITE DE FAIRE CARRIERE DANS LA VENTE INDUSTRIELLE. LA COMPAGNIE: Compagnie canadienne fabricant et distributeur de produits de maintenance industriels spécialisés, incluant spécialité de produits chimiques industriels et équipements. LE DEFI: Vendre à tout genre d'industries notre ligne complète de produits de préparation de métal dans un des marchés les plus lucratifs au Canada. (Excellente réputation pour performance et service au client avec très grand potentiel pour le futur). LE CANDIDAT: Un homme dynamique, bilingue, désirant se faire un revenu proportionnel à sa productivité et libre de voyager dans la région de Québec et l'Est de la province. Nous offrons salaire, allocation pour automobile et dépenses. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à: Pierre Héroux DEANE & COMPANY 190, Oneida Drive, Pointe-Claire, P.Q. H9R 1A8

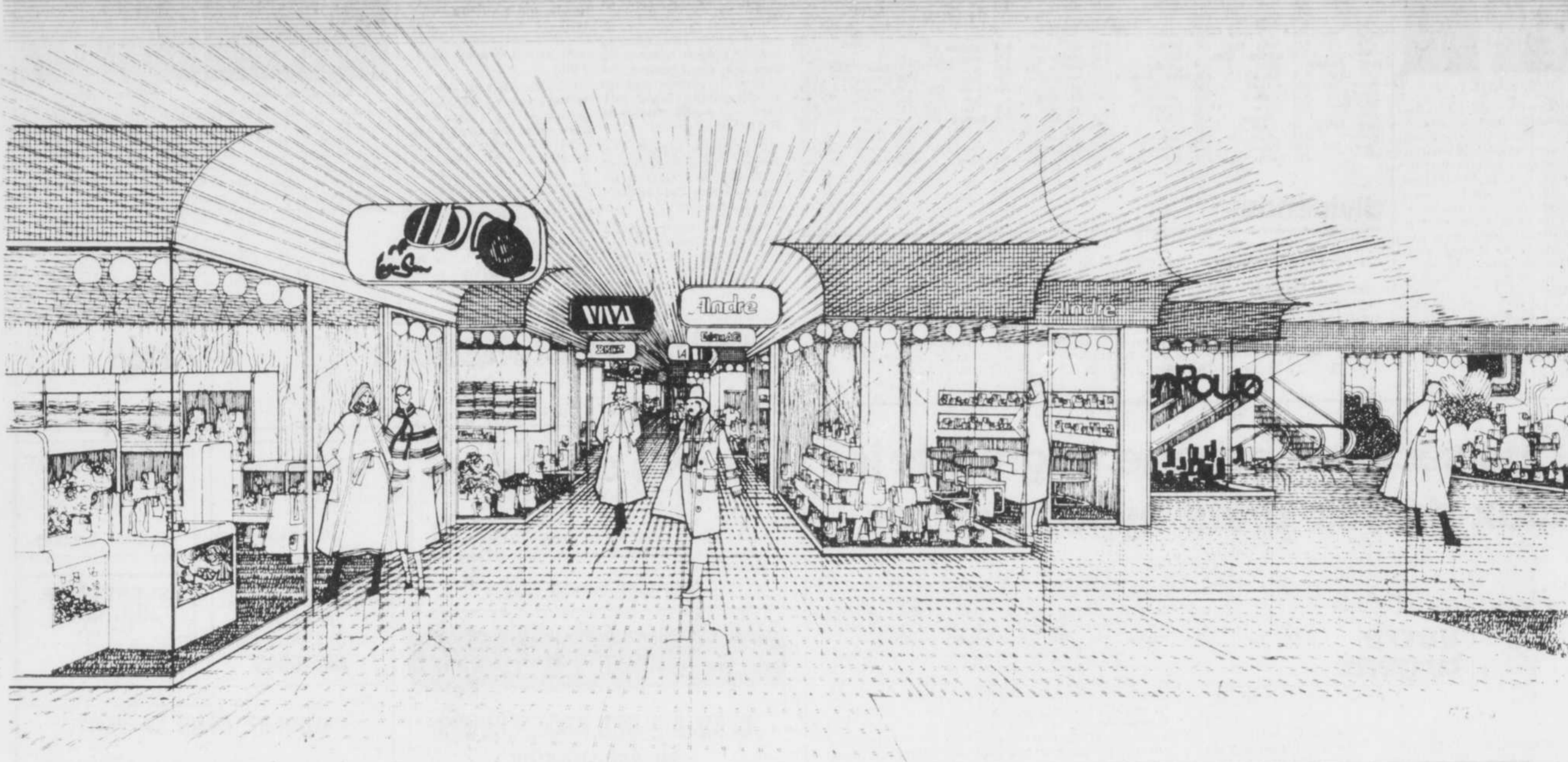
UNIRACOR nouvelle compagnie dans le parc industriel de Bécancour est à la recherche: SPECIALISTE EN TEMPS ET METHODES. Expérience en étude de temps et méthodes. Connaissance en programmation et études de production. Salaire à discuter selon expérience et compétence. GERANT DE PRODUCTION. Expérience dans la fabrication des produits de l'acier nécessaire. Salaire à discuter selon expérience et compétence. Envoyer curriculum vitae à: DIRECTEUR DU PERSONNEL UNIRACOR LTEE C.P. 27 Parc Industriel Bécancour Bécancour, Qué. G0X 1B0 Ou téléphoner pour prendre rendez-vous à: (819) 294-9951

DIRECTEUR GENERAL TROISIEME CONCOURS. L'EMPLOYEUR: Un centre d'accueil qui offre des services en milieu ouvert à des jeunes de 12 à 18 ans rencontrant des difficultés d'adaptation. RESPONSABILITE: Mandaté par le Conseil d'administration, le directeur général est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des services en conformité avec les politiques et directives émises par le Conseil d'administration et le ministre des Affaires sociales. QUALIFICATIONS: Connaissance du réseau des Affaires sociales. Diplôme universitaire ou l'équivalent. Expérience pertinente. REMUNERATION: Selon les normes et politiques du ministère des Affaires sociales pour la rémunération des cadres supérieurs. (Entre \$28,592 et \$40,303, sujet à révision au 1er juillet 1979). Les candidat(e)s doivent faire parvenir leur curriculum vitae d'ici le 3 octobre 1979 à: Concours du Directeur général a/s Dr J.-Y. Frappier Président du Conseil d'administration Habitat-Soleil 2576, rue Masson Montréal, Québec H1T 1W3

CONSEILLER EN MARKETING. Le Groupe Desjardins, assurances I.A.R.D. recherche les services d'un conseiller en marketing pour ses opérations d'assurance générale. Le titulaire de ce poste oeuvrera au sein d'une équipe multidisciplinaire. Ses principales responsabilités seront d'identifier les produits actuels et éventuels requis pour répondre aux besoins du marché, de planifier les projets de recherche, d'élaborer les stratégies de marketing et voir à l'amélioration des services offerts. Diplôme universitaire, de préférence un M.B.A. option marketing, le candidat recherché a acquis une expérience de 4 à 5 ans dans cette spécialité et désire mettre à contribution ses connaissances et son expertise. Le titulaire possède de plus une grande maturité, un sens du professionnalisme, un jugement sûr, un esprit innovateur et a fait preuve qu'il est en mesure de travailler en équipe. Au candidat recherché, nous offrons un excellent plan de rémunération à la mesure du défi à relever. Le lieu de travail est situé à Lévis et le poste est ouvert également aux hommes et aux femmes. Si vous possédez les qualifications requises et êtes intéressé à oeuvrer au sein d'un groupe dynamique, faites parvenir votre curriculum vitae complet avant vendredi le 31 août prochain. Toute candidature sera traitée confidentiellement. Directeur du service du personnel La Société d'Assurance des Caisses Populaires 100 Rte Trans-Canada Est Lévis, G6V 6P9 LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES LA SÉCURITÉ Compagnie d'Assurances Générales du Canada

OUVERTURE

(Phase I)



Place Cartier

Au Mail St-Roch, dans les anciens locaux du magasin Pollack, un tout nouveau complexe commercial vous accueille.

Bienvenue à nos locataires:

Ministère des Communications
(Québec)
Au Bout du Monde Inc.
Boutique Éléance
Boutique Châtelaine
Massicotte Sports

Silhouette
Pantorama
Boutique Chicago
Shaino's
Atlantique T.V.
Le Clin d'Œil

Carrefour de la Mode
Les Délicatesses
Akate Inc.
Boutique Capucine
L'Amour des cartes et cadeaux
Sébastien Maître Chausseur

Surveillez l'ouverture de la phase II à l'automne

Heures d'ouverture:
Lun. Mar. Mer. 9½h à 5½h
Jeu. Ven. 9½h à 9h
Samedi 9h à 5h

Stationnement:
2 heures de stationnement gratuit avec
un achat minimum en obtenant
votre timbre au moment de l'achat.

Place Cartier
Développé par
Immeubles Maurice Pollack Inc.